



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2439
1er mai 2015
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Le capitalisme: un ordre social inhumain à renverser



1^{er} Mai

**Manifestons
pour la journée
internationale
des travailleurs**

page 3

Migrants

**Hypocrisie
criminelle des
dirigeants
européens**

page 16

23, 24 et 25 mai

**Tous à
la Fête de
Lutte Ouvrière**

pages 8 et 9

Le capitalisme : un ordre social inhumain à renverser

Dans quel monde vivons-nous ? Des milliers de femmes et d'hommes fuient la misère, les bombardements ou des dictatures sanguinaires. Partis de Syrie, d'Érythrée ou d'ailleurs en Afrique, ils errent d'un camp à l'autre, quand ils ne sont pas capturés et torturés par d'infâmes crapules.

Une fraction d'entre eux risquent leur vie pour atteindre l'Europe, et tout ce que les dirigeants européens trouvent à leur dire, c'est « Restez dans l'enfer où vous êtes » ! Pour un être humain normalement constitué, c'est une monstruosité.

Les dirigeants de ce monde de plus en plus inhumain veulent nous convaincre que ce n'est pas de leur responsabilité et que cela ne nous concerne pas. Et, puisque l'on ne peut pas « accueillir toute la misère du monde », il n'y aurait rien à faire.

Mais le monde et l'Europe n'ont jamais été aussi riches. Depuis plus d'un siècle, les moyens de production peuvent répondre aux besoins de toute l'humanité. La « misère du monde » ne s'explique que parce que la minorité capitaliste s'arroge le contrôle des richesses et prospère sur l'exploitation.

Les négriers du 21^e siècle que sont les passeurs se comportent en charognards de la misère, mais ils ne la créent pas. C'est la bourgeoisie et ses valets qui la fabriquent, ceux-là mêmes qui nous expliquent que l'on ne peut rien y faire !

En pillant les pays les plus pauvres, en les endettant et en s'appuyant pour ce faire sur les régimes les plus abjects, les puissances capitalistes transforment la vie des populations en enfer. Autant dire que ce n'est pas quelques morts de plus ou de moins en Méditerranée qui les empêcheront de dormir.

Mais les exploités d'ici n'ont aucune raison de s'habituer à cette barbarie. Ils ne sont certes pas menacés dans leur survie mais, au fond, les exploités ne se soucient pas plus de leur vie que de celle des migrants.

Quand des ouvriers sont licenciés, qui s'inquiète de savoir s'ils peuvent payer leur loyer et leurs factures ? Quand, abîmé par une vie de labeur, on ne peut plus travailler, qui s'inquiète que l'on tombe dans la misère ?

Les travailleurs ont beau avoir enrichi leur patron des années durant, celui-ci peut les jeter par-dessus bord du jour au lendemain. Eux aussi font partie des naufragés du capitalisme.

Avec la bourgeoisie parasitaire au pouvoir, ce système n'accordera jamais à tous le droit de vivre dignement. Il n'y a pas d'autre issue pour les travailleurs que de renverser la domination de la bourgeoisie et de reprendre collectivement les rênes de l'économie.

De la gauche au FN, les politiciens poussent les travailleurs à se barricader derrière des frontières. Au prétexte qu'il n'y a plus d'emplois, plus de logements et que les systèmes sociaux sont en faillite, il serait impossible d'accueillir plus d'immigrés en France.

Mais rien que la construction de logements pourrait créer des millions d'emplois !

Les emplois ne manquent que parce que les capitalistes refusent d'investir et d'embaucher. Le chômage monte, les déficits sociaux se creusent parce qu'il n'y en a que pour les profits, que pour les dividendes, que pour les actionnaires.

Les laquais politiques de la bourgeoisie se moquent de combattre le chômage et la misère, ils ne les mettent en avant que pour rejeter l'immigration. Aucun d'eux n'a d'ailleurs l'intention de toucher aux superprofits pour créer des emplois.

Dire qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ne sert pas seulement à refouler les migrants, cela sert aussi à imposer une politique antiouvrière ici même. Cela permet d'enfoncer dans le crâne des travailleurs qu'il est vain de revendiquer et qu'il faut se serrer la ceinture.

Les travailleurs n'ont pas à se battre entre eux pour se partager la misère. Ils ont à imposer le contrôle sur les richesses qu'ils produisent, pour s'opposer à ce qu'elles soient confisquées par une minorité.

Les travailleurs de tous les pays portent le même fardeau, celui de l'exploitation et de ce système fou et inégalitaire qu'est le capitalisme. Ils doivent faire bloc et rejeter comme la peste le nationalisme, le racisme et le protectionnisme, qui creusent un fossé entre eux.

Dans ce contexte, la journée du 1er Mai, où les travailleurs se mobilisent sur tous les continents, tombe à point nommé. Ce sera l'occasion de réaffirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie, qu'ils constituent par-delà les frontières une même classe sociale qui seule a la force et l'intérêt d'en finir avec la domination de la bourgeoisie.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		ENTREPRISES	
Emprunts toxiques	4	Hollande en Azerbaïdjan	6
Enseignement supérieur : l'arnaque	4	Argentine, pas touche aux intérêts de Suez	6
Hospices civils de Lyon	4	États-Unis, la colère explose à Baltimore	7
Budget de la Défense	5	Un terrorisme systématique pour imposer le chômage	7
Nouvelles coupes budgétaires pour 2016	5	Contre la peine de mort	7
Privatisation des aéroports	5	Bombardements par des drones	7
Le Pen et le prétendu « antisystème »	11	Séisme au Népal	16
Estrosi et la « cinquième colonne »	11	Sommet et hypocrisie sur les migrants	16
DANS LE MONDE		IL Y A 70 ANS	
La mémoire sélective de l'impérialisme pour l'Arménie	6	Italie - 25 avril 1945, la chute du fascisme et le changement de peau de la bourgeoisie	10
Kazakhstan	6	Magneti-Morelli - Argentan	11
		Amiante, les empoisonneurs	11
		Centre financier de Bordeaux	12
		Groupe Orpéa	12
		Déboires de l'EPR	12
		Snecma - groupe Safran	13
		Renault - Cléon	13
		Toyota - Onnaing	14
		ArcelorMittal - Dunkerque	14
		Passage à niveau - Nangis	14
		Gares SNCF - Lyon	14
		Les géants industriels menacent des centaines d'emplois sur Calais	15
		Fermeture des supermarchés Match	15

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

**Non à l'union nationale avec le capital
Oui à l'unité des travailleurs
du monde entier** **Lutte Ouvrière**

Manifestons le 1^{er} mai

Non le 1^{er} mai n'est pas « la fête du travail et de la concorde », comme Pétain l'avait décrété en 1941 et comme tous les gouvernements ensuite ont cherché à l'institutionnaliser. Le 1^{er} mai 1886, aux USA, des grèves et des manifestations eurent lieu pour la journée de 8 heures. À la manifestation de Chicago, une provocation entraîna des victimes et la condamnation à mort de syndicalistes anarchistes, exécutés, puis réhabilités plusieurs années après.

Trois ans après, en 1889, la II^e Internationale socialiste décida de faire du 1^{er} mai une journée internationale pour imposer l'application de la journée de travail de 8 heures. Et le 1^{er} mai 1890, grèves et manifestations eurent lieu pour 8 heures de travail, 8 heures de sommeil et 8 heures de loisir.

Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies dans le Nord la troupe tira sur les manifestants

et faisait dix morts, dont huit de moins de 21 ans.

Chaque année le 1^{er} mai est l'occasion pour le mouvement ouvrier de rappeler ses revendications et son internationalisme. Dans certains pays cela donne encore lieu bien souvent à des affrontements avec la police et à une répression féroce contre les ouvriers.

Le 1^{er} mai 2015 doit être de nouveau l'occasion de rappeler la solidarité internationale des travailleurs, qui sont exploités sur tous les continents par les mêmes grands groupes capitalistes et doivent se défendre contre la rapacité patronale. Il sera aussi

l'occasion de dénoncer la politique des gouvernements européens vis-à-vis des migrants qui tentent de traverser la Méditerranée pour fuir la guerre ou la misère dans leur pays.

Ici même en France, la classe ouvrière est composée de travailleurs qui viennent de tous les pays au fur et à mesure d'immigrations successives. Et, au moment où un parti d'extrême droite essaie de diviser les salariés en fonction de leur origine, il est d'autant plus nécessaire d'affirmer l'unité et la solidarité de la classe ouvrière. Prolétaires de tous les pays unissons-nous!

Catherine Olivier

Les militants et sympathisants de Lutte Ouvrière participeront aux défilés du 1^{er} mai en province comme à Paris

À Paris : manifestation de République à Nation départ à 15 heures. Le cortège de Lutte Ouvrière se réunira à partir de 14 heures au métro Saint-Ambroise.

Macron : un défenseur du capitalisme

Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, a eu droit samedi 25 avril à une tribune dans le journal Le Monde, pour y défendre sa vision de l'économie, qu'il prétend moderne.

Il y critique ce qu'il appelle le *capitalisme naïf* qui privilégie les profits à court terme, la spéculation au détriment de l'investissement. Il parle même de *folie économique* et de *suicide industriel*.

Certes, l'économie capitaliste est folle et irrationnelle. Et, depuis la crise de 2008, l'investissement a subi un rude coup de frein. Si les capitalistes n'investissent pas, ce n'est pas par naïveté, mais au contraire parce qu'ils ont une conscience aigüe de leurs intérêts immédiats. Et c'est cela qui les commande. Face à la restriction des marchés, et donc de leurs ventes, ils réalisent des profits bien plus

importants et rapides en jouant en Bourse, en spéculant sur la dette des États, plutôt qu'en investissant dans la production.

Macron se gargarise de formules clinquantes et creuses en affirmant : « Le CAC 40 de 2025 aura un visage différent de celui de 2015 : il sera plus conquérant et renouvelé. » Et d'évoquer le développement de l'actionnariat salarié. Vendre aux salariés des actions de leurs entreprises, cela ne sert qu'à récupérer leur épargne au service de leurs exploités. La *démocratie actionnariale*, que vante Macron, c'est le pouvoir pour quelques gros actionnaires de décider du sort de milliers de salariés,

de les mettre à la porte (qu'ils possèdent quelques actions ou non) et de ruiner des régions entières, si cela sert leurs intérêts. Et de mettre en avant une *stratégie de long terme*, une loi attribuant un droit de vote double aux actionnaires qui gardent leurs actions pendant plus de deux ans (ce qui n'est pas vraiment du long terme!) Il servirait entre autres à donner plus de poids à l'État dans les entreprises dont il possède des parts. Mais qu'est-ce que cela changera pour les salariés et pour la collectivité, puisque jamais l'État ne s'est opposé aux décisions des autres actionnaires en ce qui concerne les conditions de travail ou les licenciements pour augmenter les profits au détriment des travailleurs ?

Hélène Comte

Le chômage augmente encore : gâchis social

Le gouvernement a publié lundi 27 avril les chiffres du chômage pour le mois de mars. Comme on pouvait s'y attendre, le nombre de travailleurs sans emploi ou ne parvenant qu'à trouver des petits contrats a encore augmenté : trois millions et demi n'ont pas du tout travaillé dans le mois écoulé ; deux autres millions n'ont travaillé que quelques heures.

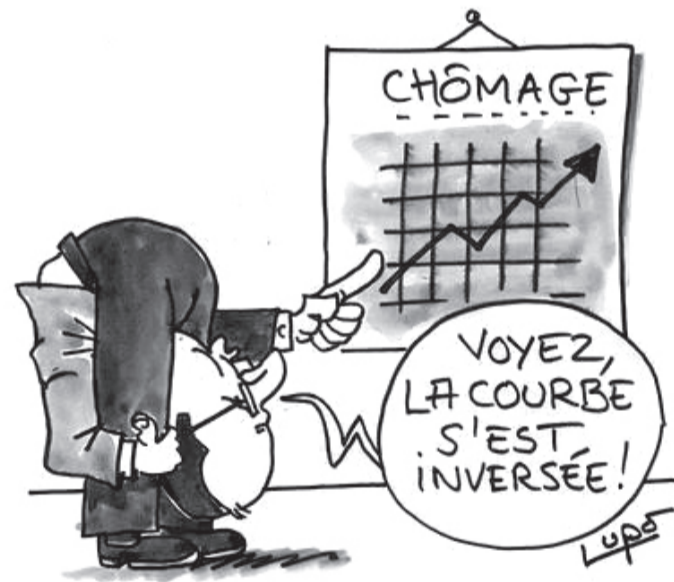
Comment s'en étonner alors que ces dernières semaines les annonces de plans de licenciements massifs et de fermetures de sites et d'entreprises se sont multipliés ? Le grand patronat licencie en permanence pour accroître ses profits, fait pression sur les sous-traitants, qui licencient à leur tour. L'augmentation et la persistance de ce chômage entraînent la ruine de quartiers et de villes entières, où le commerce et l'artisanat déperissent, détruisant à leur tour des emplois. Mais qu'importe à ceux qui sont aux commandes : puisque les profits des grands groupes augmentent, puisque la Bourse monte, puisque la consommation de luxe explose et que le prix des tableaux de maître atteint des sommets,

c'est que la reprise est là ! Et ils ont encore le front d'arroser à coup de dizaines de milliards d'euros des entreprises déjà milliardaires qui suppriment des emplois.

Les commentaires des économistes adorateurs du veau d'or comme des politiciens cyniques en mal de réélection masquent pourtant l'essentiel. Le capitalisme est parvenu à construire un monde dans lequel des centaines de millions d'hommes et de femmes, même dans les pays riches, sont condamnés à l'inactivité, alors que les besoins fondamentaux de la collectivité ne sont pas satisfaits et que la moitié de l'humanité vit dans le dénuement. Cette richesse, les capacités de travail d'une grande partie de l'humanité, est laissée en friche pour que quelques milliardaires puissent accumuler de misérables lingots.

Cela seul suffit à condamner ce système et à ridiculiser tous ses clercs, politiciens, économistes, commentateurs et autres, pérorant interminablement sur des remèdes au chômage qui n'existent pas.

Paul Galois



Lisez la revue **Lutte de classe**

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 167 - avril 2015

- Espagne : des mobilisations des Indignés aux ambitions électorales de Podemos
- Grande-Bretagne : le redressement économique sous Cameron, mythes et réalités
- Les États-Unis acceptent de négocier avec Cuba pour mieux le dominer
- Afrique du Sud : du syndicat rouge au parti rouge ?
- Mexique : un régime en état de décomposition avancée
- *Le Capital au 21^e siècle*, une tentative d'actualiser le réformisme
- France : Lutte Ouvrière dans les élections départementales

Prix : 2 euros

Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro

Emprunts toxiques : l'État au service des banquiers

Les emprunts toxiques n'ont pas fini de sévir. Dans les années 1990, parce que l'État leur transférait des charges nouvelles sans leur transférer les ressources correspondantes, les collectivités locales avaient dû s'adresser aux banques.

C'était l'époque où les banques commercialisaient des produits dits « structurés », autrement dit dont les taux pouvaient varier ultérieurement en fonction d'un indice financier dont l'évolution était impossible à prévoir.

Présentés, au moment de leur souscription, comme particulièrement intéressants financièrement pour l'emprunteur, il s'agissait, la suite l'a prouvé, de véritables pièges. Ainsi, récemment, les souscripteurs d'emprunts dont les taux sont indexés sur la valeur du franc suisse ont vu leurs remboursements exploser en même temps que la valeur en euro du franc suisse.

Ces crédits se sont donc révélés ruineux pour les finances des collectivités locales qui les avaient contractés.

Pour soi-disant aider les collectivités à assumer

le coût de ce qui est une véritable escroquerie, surtout pour les dissuader de poursuivre en justice les banques qui les ont piégés, l'État a mis en place en 2014 un fonds de soutien d'un montant de 1,5 milliard d'euros, porté en février dernier à 3 milliards d'euros.

L'aide proposée par l'État à la commune ou au département se monte au maximum à 75 % de ce que la banque réclame au titre du remboursement anticipé. Mais, pour bénéficiaire de cette aide, encore faut-il qu'un accord ait été négocié avec la banque pour mettre un terme au crédit en cause et que toute poursuite en justice contre la banque ait été abandonnée.

Les collectivités locales avaient jusqu'au 29 avril au soir pour déposer une demande d'aide. Si elles ont fait cette demande, et reçu des propositions d'aide

chiffrées, elles ont trois mois pour prendre une décision. Si elles n'acceptent pas ces propositions, rien ne les empêchera ensuite de saisir la justice.

Les collectivités qui ont contracté un emprunt auprès de la banque Dexia devront se retourner contre l'État, via une société mise en place par les pouvoirs publics pour gérer l'avenir des emprunts toxiques de Dexia, créée au moment de son naufrage.

Ce sont donc les contribuables qui devraient payer, et pas ses anciens actionnaires.

Mais il n'y a pas que feu la banque Dexia en cause. D'autres banques avaient suivi son exemple et doivent elles aussi rendre des comptes.

Dans tous les cas, il n'y a vraiment aucune raison que ce soient les contribuables, sur le plan national ou local, qui payent en tout ou partie pour les malversations des banques. C'est à elles et à leurs actionnaires d'en faire les frais. Ce ne serait que justice.

Jean-Jacques Lamy

Hospices civils de Lyon : racket au parking

La direction des Hospices civils de Lyon (HCL) a trouvé un moyen de réduire son déficit. Elle a mis en place le stationnement payant sur trois établissements. Elle compte ainsi récupérer cette année sur le dos des patients et de leurs familles au moins 1,2 million d'euros. Et elle ne compte pas en rester là puisqu'elle va encore étendre ce dispositif.

Les patients hospitalisés doivent payer 6 euros par jour. Pour les patients venant en consultation et pour les visiteurs, les tarifs sont les mêmes que le stationnement payant de la ville. Et si, faute de places, ce qui n'est pas rare, ils se retrouvent sur des dépose-minute, au-delà d'une heure gratuite, c'est un euro supplémentaire toutes les cinq minutes. Certains en ont fait l'amère expérience.

Ce dispositif provoque la colère des usagers. Non seulement ils sont contraints de faire des kilomètres pour se soigner, car il y a de moins en moins d'hôpitaux de proximité, mais, quand ils arrivent, ils doivent encore payer pour

stationner.

À l'hôpital Édouard-Herriot, l'accès au stationnement gratuit est limité aux agents hospitaliers habitant en dehors de l'agglomération lyonnaise. Les autres doivent prendre les transports en commun, ce qui signifie des temps de trajet qui s'allongent d'autant plus que, le matin très tôt ou le soir après 21 heures, l'attente peut être longue pour avoir un bus. Par ailleurs, le nombre de places réservées aux soignants étant limité, quand il n'y en

a plus de libres, même ceux qui ont droit au stationnement gratuit doivent alors payer comme les autres, ou n'ont pas d'autre choix que d'aller se garer très loin car, tout autour de l'hôpital, le stationnement est aussi payant. Des contraintes qui épuisent le personnel, déjà surmené car les effectifs ne cessent de fondre.

Le gouvernement réduit les budgets des hôpitaux : la direction des HCL fait supporter cette politique aux patients et au personnel.

Correspondant LO



L'hôpital de la Croix-Rouze.

Enseignement supérieur : l'arnaque

L'État se vante de dégaier cette année 200 millions supplémentaires pour l'enseignement supérieur. Mais, avant même de dire combien il va donner à chaque université ou grande école publique, il annonce que la moitié de la somme, 100 millions, sera prise dans les fonds de roulement que certaines ont en caisse. L'État se justifie en évoquant une mesure de solidarité entre établissements riches et établissements pauvres.

Les présidents d'universités protestent, en particulier ceux qui ont amassé un fonds de roulement conséquent en vue de travaux

ou d'investissements. C'est bien la peine d'économiser, disent-ils; dépensons à gogo, c'est autant qu'on ne nous reprendra pas.

Il s'agit bien d'une arnaque, qui consiste à inciter les universités à faire des économies pour finir par confisquer leur bas de laine. Mais c'est surtout un scandale. Bridé ainsi l'enseignement par l'argent revient à inciter les facultés et les chercheurs à chercher des mécènes et des financements privés, alors que l'argent de l'État coule à flots vers les entreprises, ou plus précisément vers leurs actionnaires.

Vincent Gelas



UNIVERSITÉ D'ANGERS

Cancer du sein : il faut le 100 % pour tous les soins

Un rapport de l'Observatoire sociétal des cancers publié le 23 avril dénonce le coût de la prise en charge d'un cancer du sein. Le traitement de ce cancer est en principe pris en charge à 100 %, et c'est bien la moindre des choses pour le plus répandu des cancers féminins et un des plus graves : il touche 48 000 femmes, avec un nombre important de décès.

Mais, après l'opération du cancer, les malades doivent faire face à des frais non remboursés, qui restent donc à leur charge, comme des séances de kinésithérapie, des consultations de psychologie, l'achat de produits d'hygiène et de soutien-gorge adaptés. En moyenne cela représenterait 456 euros. Mais le traitement d'un cancer du sein peut aussi nécessiter l'ablation totale de celui-ci, une mastectomie, pour

ôter une tumeur étendue. 20 000 femmes sont concernées chaque année. Si la malade, après l'opération, décide de recourir à une reconstruction mammaire, la note est élevée : 1 390 euros non remboursés. Le rapport donne le chiffre d'une femme sur quatre refusant cette reconstruction, notamment pour des raisons financières, entre autres les dépassements d'honoraires demandés par les chirurgiens. Pourtant cette opération ne relève pas de la chirurgie esthétique et, pour bien des femmes, elle est évidemment psychologiquement importante.

Pour le cancer du sein comme malheureusement pour bien des maladies, la qualité des soins dépend aussi des revenus des malades et les inégalités se creusent, au détriment bien sûr des femmes les plus pauvres.

Cédric Duval

Budget de la Défense : voler le particulier pour donner au général

Un conseil de Défense devait se tenir à l'Élysée mercredi 29 avril. Le président, ses ministres et les chefs de l'armée devaient discuter du nerf de la guerre, les finances. Il y aurait un différend entre Sapin, ministre des Finances, et Le Drian, ministre de la Défense, sur la façon de boucler le budget de l'armée.

Le gouvernement prétend à la fois faire des économies budgétaires et augmenter les dépenses consacrées à servir les intérêts des grands groupes capitalistes. Tant qu'il s'agit de prendre sur les services utiles à la population, l'école ou la santé par exemple, pour donner aux capitalistes, sous prétexte de compétitivité ou autre, les choses sont simples.

Mais elles se compliquent quand on touche à l'armée. Car le budget militaire est à la fois un puits sans fond pour les finances publiques et une corne d'abondance pour les entreprises privées. Il n'y a pas que les 17 milliards, plus de la moitié du budget total, de commandes annuelles passées aux entreprises privées. Il y a aussi le fait que l'armée est à l'entière disposition des Dassault, Thales, Safran, DCNS et autres fabricants d'engins de mort. Il y a encore les multiples interventions de l'armée française,



opérations de police dans des zones pillées par les entreprises françaises, opérations de démonstration des matériels des industriels français, service après-vente auprès des clients ou recherche de nouveaux marchés.

Tout cela coûte cher, plus cher que prévu même et, loin de pouvoir faire, comme c'était son intention, des économies sur le budget militaire, le gouvernement cherche de nouveaux moyens de l'abonder. Quelles que soient les propositions des ministres en cause, cela ne pourra se faire qu'en prenant sur les

autres budgets, à commencer évidemment par les budgets sociaux. Comme le dit crûment l'éditorialiste du quotidien *les Échos*, « verser une prime aux jeunes ou aux militaires, il faut choisir ». Ainsi, l'État va rançonner encore plus la population, pour acheter et utiliser encore plus d'armes, semer la destruction et la mort du Mali à l'Irak, vendre des avions et des navires de guerre à toutes les dictatures possible, promettant de nouvelles guerres.

La défense des profits est à ce prix.

Paul Galois

Budget 2016 : nouvelles coupes

Christian Eckert, secrétaire d'État au Budget, vient d'annoncer environ 15 milliards d'euros d'économies pour 2016, sur les budgets de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales.

Le vote du budget n'aura lieu qu'à l'automne 2015, mais le gouvernement veut « faire preuve de pédagogie, en annonçant le plus en amont possible » les domaines où les coupes budgétaires sont prévues, afin de prendre le temps de convaincre les députés de la majorité.

Parmi les économies envisagées, certaines sont particulièrement abjectes, comme celles sur le

financement de l'hébergement d'urgence, alors que la misère jette à la rue toujours plus de monde et que les organisations d'aide aux SDF sont déjà loin de pouvoir répondre aux besoins. Le gouvernement prévoit aussi de s'en prendre aux malades et aux handicapés, en diminuant le remboursement de dispositifs médicaux tels que les fauteuils roulants, alors qu'ils sont déjà très mal pris en charge

et que bien des handicapés ont du mal à en acquérir. Les budgets de l'aide au logement (APL), des universités, des grandes écoles d'ingénieurs ou des écoles de fonctionnaires sont aussi dans le collimateur du gouvernement.

Autant de dépenses utiles à la collectivité qui seront sacrifiées pour une seule raison : financer les subventions aux capitalistes telles que le crédit d'impôt compétitivité emploi, et bien d'autres. Des aides qui, contrairement aux discours gouvernementaux, ne servent pas à créer des emplois.

Hélène Comte

Privatisation des aéroports : et hop les milliards!

Après la privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, gouvernement et parlementaires ont donné leur feu vert à celle des aéroports de Nice-Côte d'Azur et de Lyon-Saint-Exupéry.

À chaque fois, l'État procède de la même façon. Il revend à des groupes privés tout ou partie de sa participation au capital de ces aéroports, mais il reste propriétaire des infrastructures et du foncier aéroportuaire. Cela tombe bien pour ceux qui décrochent le marché, car ce sont de gros postes de dépenses. Côté rentrées, les collectivités locales et les chambres de commerce et d'industrie régionales, elles, n'ont nulle intention de vendre leur part du capital des aéroports : cela leur laisse voix au chapitre et surtout cela leur rapporte gros.

Les médias évoquent régulièrement « les difficultés du transport aérien ». Mais, pour autant qu'elles existent, elles ne concernent que les compagnies aériennes, d'ailleurs pas toutes, et bien moins qu'elles ne voudraient le faire croire à leur personnel.

En revanche, le secteur aéroportuaire se porte bien. Le 13 janvier, un journal de l'aviation a pu titrer : « Nouveau record de trafic à l'aéroport de Nice. » Il précisait qu'avec près de 12 millions de passagers, celui-ci battait son record pour la quatrième année consécutive. Quant à Lyon, s'il affiche une légère baisse du nombre de ses passagers en 2014, cela vient après cinq années de hausse ininterrompue. La grande majorité des aéroports français sont dans le même cas, avec des prévisions au beau fixe pour les années à venir.

Cela explique les convoitises autour des organismes, plus ou moins publics, qui collectent les redevances pour les décollages et atterrissages des avions, leur stationnement, leur entretien, et qui recueillent les loyers des activités liées aux aéroports : sociétés de fret, de transport en commun, de taxis,

de stockage. Sans oublier les boutiques et commerces qui disposent de la clientèle captive des passagers attendant leur vol.

Tout cela brasse des sommes considérables. Elles ne cessent de croître car les gestionnaires des aéroports, en situation de monopole, ne se privent pas d'augmenter fortement leurs tarifs, comme Air France et EasyJet le dénoncent à propos des hausses programmées à Roissy et Orly par Aéroports de Paris (ADP).

Depuis des années, ce pactole a attiré des groupes financiers que l'on voit, associés ou pas avec des sociétés de gestion aéroportuaire, se battre autour du marché de la construction, de la gestion et de la privatisation des aéroports. En France, on trouve ainsi ADP, un des leaders mondiaux du secteur, Vinci, géant du BTP nouveau venu dans l'aérien mais qui gère déjà 23 aéroports dans le monde, la Caisse des dépôts et consignations, la banque Natixis, l'assureur Predica...

Des démagogues s'époumonent contre l'arrivée d'un consortium chinois et canadien dans la gestion de l'aéroport de Toulouse. Mais les mêmes, et d'autres, ne disent rien de l'acquisition récente de dizaines de sites aéroportuaire turcs et moyen-orientaux par ADP, ou de la razzia sur les aéroports portugais qu'a faite Vinci, qui a quadruplé sa taille dans le secteur en un an. Et ils ne trouvent bien sûr rien à redire quand ce sont des financiers bien de chez nous qui s'approprient à mettre la main sur des aéroports construits sur des fonds publics.

Quant au gouvernement, lui, il s'emploie avec zèle à offrir ce gâteau à ces vautours.

Pierre Laffitte

Arménie : la mémoire sélective de l'impérialisme

Le 24 avril, Hollande s'est rendu en Arménie pour les commémorations du génocide de 1915. Il y a fait un discours plein d'hypocrisie, justifiant au passage la politique actuelle de l'impérialisme au Moyen-Orient au nom de la défense des minorités et de la lutte contre la barbarie de l'État islamique. Pourtant, aujourd'hui comme hier, l'impérialisme demeure le principal responsable de la barbarie.

C'est la lutte incessante des trusts pour le partage du monde qui engendre des situations inextricables, dans lesquelles les peuples ne sont que des pions malmenés, au besoin sacrifiés.

La France, la Grande-Bretagne, la Russie ont dénoncé dès mai 1915 les massacres d'Arméniens comme « des crimes contre l'humanité et contre la civilisation », a affirmé Hollande. En pleine guerre contre l'Empire ottoman, les Alliés avaient

certes beau jeu de dénoncer les exactions de leur ennemi ! Mais, de la guerre impérialiste elle-même, déchaînement de violence et de barbarie sans précédent pour le partage des colonies et des zones d'influence, Hollande n'a pas dit le moindre mot, comme si le massacre des Arméniens n'avait eu aucun lien avec elle et était survenu dans un monde épargné par l'horreur.

Depuis des décennies, les puissances impérialistes, dont la

France, avaient entrepris de dépecer l'Empire ottoman de toutes ses possessions, les unes après les autres, exacerbant les antagonismes nationaux en Anatolie, dans le Caucase et les Balkans, attisant les haines entre les peuples et préparant le terrain aux assassins. Et la guerre mondiale dans sa totalité, aboutissement de toutes les rivalités, fut tellement atroce, inhumaine, qu'elle se termina par une vague de soulèvements révolutionnaires.

Les larmes de crocodile et les mensonges par omission d'un Hollande ne servent qu'à justifier la continuité de la politique des trusts, qui mettent le monde à feu et à sang pour leurs profits.

Pierre Merlet

Hollande en Azerbaïdjan : droits de l'homme et parfum de pétrole

Après les commémorations du génocide en Arménie, Hollande a fait un saut à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan voisin. Il y a été accueilli par Ilham Aliev, qui tient ce pays dans une main de fer depuis qu'il a succédé à son dictateur de père en 2003.

On nous affirme qu'Hollande se serait proposé en médiateur dans le conflit territorial armé du Haut-Karabakh, qui ensanglante l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis un quart de siècle, quand l'Union soviétique avait commencé à se déliter.

Lors d'une précédente visite à Bakou, Hollande avait décoré de la Légion d'honneur une opposante au régime, Leyla Yunus. Entre-temps, celle-ci a rejoint des centaines d'opposants politiques en prison, où elle est maltraitée.

Sa fille a écrit une lettre ouverte à Hollande pour le supplier d'intervenir. Mais, cette fois, il a préféré ne pas rencontrer d'opposant ni risquer de faire de vagues.

Il faut dire qu'en juin l'Azerbaïdjan accueillera les Jeux européens, auxquels participeront des athlètes français. Surtout, ce pays est riche, notamment en hydrocarbures, ce qui intéresse Total et une brochette de groupes industriels et financiers français. Et quand les deux gouvernements se félicitent du développement de ce qu'ils appellent leurs relations bilatérales « économiques et culturelles », Hollande n'allait pas gâcher cette fructueuse entente cordiale en évoquant des choses qui fâchent.

P. M.

Kazakhstan : leur ami le dictateur « réélu »

Noursoultan Nazarbaïev, inamovible dirigeant du Kazakhstan, avait provoqué une élection présidentielle anticipée, dans un contexte où la seconde plus vaste république de l'ex-Union soviétique subit les contrecoups de la crise qui secoue la Russie. Il vient d'être réélu avec 97,7 % des voix.

Ce score rappelle l'ère Brejnev, dans l'URSS des années 1970-1980, quand Nazarbaïev grimait les échelons de la bureaucratie soviétique avant d'intégrer ses sommets. Premier ministre du Kazakhstan, puis chef du Parti communiste local, enfin président de sa république en 1990 : depuis, il n'a cessé d'être reconduit à ce poste. Certes, il a dû amender la Constitution qui n'autorise que deux mandats consécutifs, sauf pour celui qui s'est proclamé « chef de la nation ». Quant à ses scores mirobolants, ils montrent, à l'en croire, que « le peuple est uni » pour « soutenir son programme ».

Ce dernier prévoit, au chapitre *Renforcement de la souveraineté étatique et développement de*

la démocratie, « d'introduire le principe de la tolérance zéro en matière de désordres ». Fin 2011, des dizaines de milliers de travailleurs du pétrole, principale richesse du pays, en ont fait l'expérience. Pour briser leur grève, les forces de répression du régime ont tué des dizaines de manifestants, blessé de nombreux autres et arrêté ceux qui les aidaient. Car ce mouvement menaçait les intérêts des firmes pétrolières étrangères et, surtout, de la clique dirigeante qui a transformé ce pays, où abondent pétrole, gaz, uranium, etc., en son fief personnel.

Le dictateur n'en fait même pas mystère : l'empreinte de sa main figure sur tous les billets de la monnaie nationale ! Et il

aurait tort de se gêner, quand les représentants des États dits démocratiques ne lui en font pas grief. Ainsi Hollande, qu'il a reçu encore en décembre 2014 : accompagné d'industriels, il était venu parler affaires. Une autre figure de la social-démocratie européenne, l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair, sert de conseiller-image à Nazarbaïev. Pour plus de dix millions d'euros, il lui enseigne les bonnes manières démocratiques, tandis que sa femme, Cherie Blair, lui dispense les conseils de son cabinet d'avocats pour 1200 euros de l'heure.

On voit le résultat : Nazarbaïev, qui avait choisi deux « adversaires » pour cette élection, leur a laissé moins de 3 % des suffrages. Hollande et Blair lui ont-ils adressé leurs félicitations ? En tout cas Total, Bouygues, Areva et quelques autres le pourraient.

Pierre Laffitte

Argentine : pas touche aux intérêts de Suez !

La cour arbitrale qui dépend de la Banque mondiale a rendu son verdict, dans le conflit qui oppose l'État argentin à Suez environnement, l'ex-Lyonnaise des eaux : l'Argentine devra payer 380 millions d'euros pour avoir renationalisé Aguas argentinas et résilié les contrats la liant à Suez environnement.

Le conflit dure depuis une dizaine d'années. En 1993, Aguas argentinas, le service des eaux et de l'assainissement du grand Buenos Aires, avait été privatisé au profit du trust français Suez, qui avait obtenu un contrat de trente ans avec la ville de Buenos Aires, ainsi qu'un contrat de quarante ans avec la province de Santa Fé, au nord-ouest de la capitale.

Suite à la crise économique qui a frappé l'Argentine en 2001, les profits diminuèrent. Suez cessa tout investissement et se mit à demander des augmentations de tarifs démesurées. Le gouvernement de Kirchner lui tint

tête, refusant les augmentations et exigeant le respect des engagements en matière d'équipements. En 2006 ce fut la rupture et Kirchner renationalisa Aguas argentinas.

Suez riposta en demandant 900 millions d'euros de dédommagement. Le trust faisait valoir les travaux effectués, évoquant les millions d'Argentins qui grâce à lui bénéficiaient de l'eau potable. En fait, le trust s'est surtout occupé à tirer jusqu'à 20 % de profits d'Aguas argentinas, laissant les gens se débrouiller avec leurs problèmes d'eau et d'égouts. Le différend était porté devant la cour arbitrale de la Banque mondiale, chargée de régler les conflits entre États et investisseurs privés. La présente décision en faveur de Suez ne fait que reprendre un premier jugement rendu en 2010.

Où va-t-on si un pays dominé par l'impérialisme se permet de défier une multinationale d'un pays impérialiste ?

Vincent Gelas

Contre la peine de mort : un combat loin d'être terminé

L'Indonésie a exécuté en janvier six condamnés à mort, tandis que neuf autres, dont Serge Atlaoui, sont sous la menace de l'être à leur tour.

Cet artisan-soudeur originaire de Metz a toujours clamé son innocence depuis son arrestation en 2005 dans un laboratoire clandestin de production d'ecstasy, dans la banlieue de Jakarta, où il travaillait. Il nie avoir pris part à un quelconque trafic, expliquant avoir mis en place des machines industrielles dans ce qu'il croyait être une usine d'acrylique.

Même si les condamnés ne sont pas tous innocents de ce qu'on leur reproche, la peine de mort est barbare et condamnable. Elle n'évite ni le trafic, ni les crimes. Une exécution, en elle-même, est un crime de plus, même si ce crime est légal. 22 pays ont procédé à des exécutions en 2014. En tête se placent la Chine, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Irak et les États-Unis. Dans ce pays dit avancé, quelque 1 400 personnes ont été exécutées depuis la réintroduction de la peine de mort en 1976, dont 35 l'année dernière, et plus de 3 000 personnes croupissent dans les

couloirs de la mort.

Si la peine de mort n'existe plus dans une centaine de pays, dont la France, où la dernière exécution remonte à 1977, le fait que l'abolition soit inscrite dans la Constitution n'exclut pas le risque d'un retour en arrière. Il ne manque pas de démagogues, à droite et à l'extrême droite, pour jouer sur les mêmes ressorts démagogiques que le chef d'État indonésien. Après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, Marine Le Pen a réclamé la peine de mort pour les assassins. Elle profite du moindre prétexte pour rappeler que son parti a inscrit à son programme un référendum sur le sujet, ajoutant qu'à titre personnel elle est favorable à la peine de mort. Jeter en pâture au peuple l'exécution de criminels ou celles de personnes supposées en avoir le profil, c'est vouloir restaurer une pratique barbare.

Jean Sanday

Bombardements par des drones : la technologie au service de la barbarie

Deux otages occidentaux enlevés par al-Qaida au Pakistan ont été tués en janvier dernier par un drone. Par erreur, d'après Barack Obama, qui a présenté ses excuses aux familles des victimes. Mais cet accident met en lumière les pratiques de l'armée américaine.

Celle-ci utilise actuellement 8 000 drones. Ces engins sans pilote permettent aux États-Unis de mener de véritables guerres commandées de loin, au Pakistan mais aussi au Yémen et en Somalie. L'État pakistanais a recensé 359 frappes de drones depuis 2004.

Les deux Occidentaux tués par des drones ne sont que la partie émergée des morts de ces guerres occultées. Amnesty International souhaiterait d'ailleurs que les excuses et les réparations américaines bénéficient également aux victimes non américaines des drones. Quand Barack Obama souhaite

l'ouverture d'une enquête indépendante pour éviter qu'une semblable « terrible tragédie » se reproduise, on peut parler de franche hypocrisie.

Le gouvernement pakistanais a dénombré plus de 2 200 morts et 600 blessés graves depuis 2004, dont sans doute 700 civils tués. L'utilisation d'engins ultrasophistiqués à l'efficacité meurtrière, pilotés depuis le Nevada ou d'ailleurs, ne change rien aux méthodes de l'impérialisme américain. C'est toujours la même brutalité et le même mépris des populations.

Le Moyen-Orient et l'Asie centrale s'enfoncent dans l'instabilité et la violence. Les frappes illégales et aveugles des drones ne peuvent qu'exacerber le chaos et le ressentiment des populations, ce qui constitue le meilleur terreau de recrutement pour les mouvements terroristes locaux.

Camille Lulle

États-Unis : à Baltimore la colère explose

Conséquence directe et prévisible d'un nouvel assassinat perpétré par la police contre un jeune Noir, Baltimore a connu de violentes émeutes dans la nuit du lundi au mardi 27 avril, contraignant les autorités locales à décréter le couvre-feu et la fermeture des établissements scolaires pendant une semaine. Ces décisions permettent de mesurer l'ampleur de la colère de la population noire de la ville et du même coup de la crainte des autorités. Mais la tension qui règne en ce moment à Baltimore, comme dans d'autres villes des États-Unis n'est pas nouvelle ni sans cause. Ainsi Baltimore est la ville qui détient le triste record des personnes abattues par la police depuis dix ans.



Le 27 avril, à Baltimore, des manifestants face à la police.

Un terrorisme systématique pour imposer le chômage

Voici de larges extraits de l'éditorial publié le 27 avril par le journal trotskyste américain *The Spark*

Un jeune homme est mort à Baltimore, tué par six flics meurtriers. Les mains menottées dans le dos, les pieds entravés, Freddie Gray a été jeté à l'arrière d'une camionnette de la police de Baltimore [le 12 avril] sans ceinture de sécurité ni rien pour le maintenir en place. Puis le véhicule a roulé 42 minutes sur des routes endommagées, effectuant des tournants violents et des arrêts brusques, l'envoyant valdinguer contre les parois de la camionnette sans qu'il puisse se protéger avec ses bras ou ses jambes. C'est ce que la police de Baltimore appelle un rodéo. [...]

À la fin de ce parcours meurtrier, Freddie Gray était mourant, bien qu'il ait survécu encore une semaine avant de décéder. Sa moelle épinière était presque rompue, il avait trois vertèbres brisées et son larynx était écrasé.

Et pourquoi la police l'avait-elle arrêté ? Parce que, selon le rapport de police, il avait regardé un flic et avait fui. Ne fuiriez-vous pas, sachant ce dont les flics sont capables ? [...] Freddie Gray n'est pas le premier à subir un tel rodéo. C'est la leçon que les flics donnent

à des jeunes hommes, particulièrement aux Noirs, qui ne se mettent pas au garde-à-vous devant eux. [...]

Partout la police maintient un ordre brutal, dans une société incapable d'offrir un travail à chacun. Derrière la police se dresse tout le système judiciaire, avec l'objectif commun de contrôler cette population réduite à l'inactivité.

Depuis plus de quatre décennies, le capitalisme américain, avide de profit, a jeté une proportion toujours plus grande de la population active au rebut. Ce qui provoque toujours plus de misère, et fabrique des jeunes hommes amers et en colère, qui ne peuvent pas vivre décemment et procurer ce qu'il faut à leurs enfants.

Pour le capitalisme américain, leur colère les transforme en problème potentiel. La solution trouvée [...] a été d'utiliser n'importe quel prétexte pour criminaliser et emprisonner une grande partie des gens auxquels le capitalisme n'offre pas d'emploi. C'est tout simplement une campagne de terreur visant tous ces jeunes chômeurs.

C'est une campagne qui vise très consciemment la

population noire, qui a été à la pointe des luttes des années 1960 jusqu'au début des années 1970. Le chef de cabinet de Nixon [...] l'expliquait ainsi à l'époque dans son journal : « *Le président explique que le gros problème, ce sont en réalité les Noirs. L'idée est de bâtir un système adapté à cela, mais qui n'en ait pas l'air.* »

Le « système » de Nixon était la prétendue « lutte contre la criminalité », la « guerre à la drogue » et l'extension du complexe carcéral. Le « système » de Nixon – du terrorisme contre la population – [...] a été utilisé depuis sous Reagan, Bush, Clinton, Bush et Obama.

Aujourd'hui, un quart de la totalité des prisonniers de par le monde pourrissent derrière des barreaux aux États-Unis. Le nombre de victimes tuées par la police chaque mois dans chaque grande métropole américaine est bien supérieur à celui des victimes de la police dans n'importe quel pays d'Europe occidentale en une année.

C'est le tableau monstrueux et ensanglanté que les États-Unis présentent au monde. C'est la mascarade grotesque et sanglante, appelée démocratie, que le capitalisme américain impose à sa propre population.

The Spark

La Fête de Lutte Ouvrière

Dans trois semaines, aura lieu la Fête de Lutte Ouvrière, fête populaire où chacun pourra se divertir, se cultiver et bien sûr déguster des spécialités de tous les pays. Ce sera l'occasion de vivre pendant trois jours dans une ambiance fraternelle, à l'image de la société communiste que nous voulons construire, accueillant des camarades de nombreux pays, pour faire flotter fièrement le drapeau de l'internationalisme. Cette fête est une fête politique, c'est le rassemblement de tous ceux qui ne veulent pas se résigner au chômage, aux bas salaires, à l'exploitation; de tous ceux qui veulent défendre résolument le camp des travailleurs; de tous ceux qui refusent le repliement nationaliste et veulent combattre les idées réactionnaires sur lesquelles prospère l'extrême droite; de tous ceux qui en ont assez de ce système capitaliste injuste, aberrant et inhumain; de tous ceux qui sont toujours persuadés que le communisme est l'avenir du monde.

La Fête sera ouverte du samedi 23 mai à 11 heures jusqu'au soir à 23 heures, puis sans interruption du dimanche matin 9 heures au lundi 25 mai à 20 heures.

Cartes d'entrée et bons d'achat à prix réduit

Les cartes d'entrée, valables trois jours, sont vendues 15 euros à l'avance, et 20 euros si vous les prenez à l'entrée. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Des bons d'achat – d'un pouvoir d'achat de cinq euros, mais vendus quatre euros avant la Fête – sont également disponibles. Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à : **Lutte Ouvrière BP 233 – 75865 Paris Cedex 18**

Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière, sans omettre d'indiquer l'adresse d'expédition et un numéro de téléphone. Envoi franco.



Pour venir à la Fête

- **Le train:** 38 minutes depuis la gare du Nord jusqu'à la gare de Presles-Courcelles (direction Persan via Montsoult), puis trajet à pied de 900 mètres pour rejoindre la Fête. Le pass Navigo, dézonné pendant les trois jours de la Pentecôte, permet de se rendre à la Fête **gratuitement**. Sinon, le prix de l'aller plein tarif est de 5,80 €.
- **Les autocars** gratuits: navette entre le métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la Fête. Départ toutes les 20 minutes environ. Retour assuré.
- **La voiture, attention!** Presles est un petit village, et le stationnement y est très difficile.

À partir de nombreuses villes, départs collectifs en car ou en train. Renseignez-vous auprès de nos camarades, ou en consultant les pages régionales du site de Lutte Ouvrière.



Au Grand Podium

Samedi

PAUL EXPLOIT, chansons de gouttière pour rêver et résister

EL GATO NEGRO, cumbia latino cubaine

ARCHIMEDE groupe de rock français

Dans les allées



Dimanche, 4 marionnettes géantes africaines, Les Mamas

Dimanche

NATALIA DOCO, Chanteuse argentine pop

LES BLEROTS DE R.A.V.E.L « Happy End Tour »

Chansons françaises à l'énergie cuivrée

STEPHANE RICHEL, chanson française

R.I.C. (ROOTS INTENTION CREW) World music détonante, flamenco, gipsy, hip-hop



Les Blérots de R.A.V.E.L.

Lundi

Compagnie JOLIE MÔME, « Paroles de mutins », chansons contestataires théâtralisées

MARTYMUSICSHOW, musique festive indépendante

Certains artistes dédicaceront leurs CD et DVD au stand « Disques » situé à proximité du Grand Podium. Rappelons cependant que CD et DVD ne peuvent être réglés en bons d'achat, mais seulement en espèces ou en chèques.

Au Théâtre de Verdure

Samedi

LA RABIA, chants de lutte, rock de classe - *Le rendez-vous du 18 mars* pièce de théâtre par les **AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS 1871** - *Cabaret lyrique* par la **C^{IE} SOLEIL DE NUIT - SAM SOUL**, reprises des années 70

Dimanche

Le Marécage des cygnes par **Les Moyens du Bord**, opéra déjanté - **URBAIN LAMBERT**, blues country francophone - **JEF SICARD Quartet** *Hommage à Sonny Rollins*, jazz - **THE MOONLIGHT SWAMPERS**, standards rock

Lundi

LE CHAÎNON MANQUÉ, chansons françaises - **RUE DE NANCY**, rock - *Le Marécage des cygnes* - **BLUES NON STOP**, blues

La Cité des Arts

Décortiquer un violon, pour saisir ses secrets.
Écouter une chorale, pour apprécier et comprendre le chant collectif.
Assister à des concerts commentés. Créer une tête d'homme avec de la terre en 5 minutes.
Danser et apprendre une chorégraphie...
Animations, ateliers de réalisation et discussions vous attendent.

Pour les enfants, tout est prévu

À la Fête, les enfants sont rois et peuvent se promener partout en toute sécurité. Ils profitent de nombreux jeux et animations: une « carte orange » gratuite permet de n'en rater aucun.

Mais les parents doivent pouvoir se distraire aussi, en laissant leurs enfants s'amuser dans deux espaces protégés:

• La Cité des jeunes

C'est une belle aire de pelouse et de sous-bois où les enfants trouvent tout pour être heureux: animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés. Le seul problème à la Cité des jeunes est de convaincre les enfants de la quitter!

• La Garderie

Les bébés (au-dessus de trois mois) y sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.

les 23, 24 et 25 mai à Presles (Val-d'Oise)

Débats aux Chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

Henriette Asséo, Les Tsiganes, les Roms, une destinée européenne - **William Blanc et Christophe Naudin**, auteurs de *Charles Martel et la bataille de Poitiers* - **Docteur Alain Carré**, vice-président de l'association Santé et médecine du travail - **Serge Deruette**, auteur de *Jean Meslier, curé et athée révolutionnaire* - **Judith Carpenter**, éditrice du témoignage du militant trotskyste **Sam Johnson** *Toute ma vie, j'ai lutté* - **Marie-Laure Dufresne-Castets** (avocate) et **Pascal Moussy** (juriste du travail): les reculs dans le droit du travail - **Nathalie Ferré**, avocate au Gisti: les non-droits des étrangers - **Désirée et Alain Frappier** avec leur B.D. *Le choix* (d'avoir un enfant ou pas) - **Daniel**

Kupferstein réalisateur du documentaire *Les balles du 14 juillet 1953* et **Maurice Rajsfus**, auteur du livre *1953, un 14 juillet sanglant* - **Pierre Lemaitre**, auteur du roman, prix Goncourt 2013 *Au revoir là-haut* - **Mireille Le Van Ho**, auteure de *Des Vietnamiens dans la grande guerre - 50000 recrues dans les usines françaises* - **Judith Magre**, comédienne: ses lectures - **Marc Peschanski**: l'industrie pharmaceutique, entre pénurie organisée et explosion du prix des médicaments - **Marie-Cécile Plà**: témoignages sur *Les papiers, le combat de la dignité* - **Annie Thébaud-Mony**, présidente de l'association Travail-Santé-Environnement, et auteure de *La Science asservie*

Avec les camarades de Combat Ouvrier:

- Révoltes et montées ouvrières dans les années 1930 en Caraïbe
- L'enrôlement des troupes coloniales par l'État français au cours de la première guerre mondiale

Avec nos camarades de l'automobile:

sur la politique anti-ouvrière du gouvernement et des patrons de l'automobile

Parmi les nombreuses expositions...

- L'actualité vue par les dessinateurs de presse
- Il y a 120 ans, quand la CGT était révolutionnaire
- Le mouvement noir aux États-Unis
- Grèce: la population refuse l'austérité
- Les interventions françaises en Afrique
- Irak: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme
- Des expositions historiques sur les luttes du mouvement ouvrier
- Sur la situation sociale dans les pays où nos camarades interviennent



Le Carrousel de la connaissance: «L'humanité à la conquête de l'espace»

En novembre dernier, à plus de 500 millions de kilomètres de notre Terre, après un voyage de dix ans, la sonde spatiale Rosetta larguait un petit robot, Philae, sur une comète d'à peine 5 kilomètres de long, pour en étudier la composition et l'histoire.

Des premiers astronomes et de leurs cartes du ciel, aux sondes qui aujourd'hui explorent l'univers, le Carrousel de la connaissance entraîne les visiteurs derrière les exploits des découvreurs «à la conquête de l'Espace», pour un voyage audiovisuel de 45 minutes.

Au Village médiéval

Du théâtre: *Le procès du cochon*, et une nouvelle pièce: *La farce du cuvier*.

Et puis, ses artisans, ses jongleurs, ses démonstrations d'escrime, le spectacle des Voleurs de feu, son bal folk.

Et pour clôturer la fête, le concert des Derniers Trouvères.

Feu d'artifice

devant le château dimanche 24 mai à la nuit tombée

À la Cité des Sciences Les débats

Aziz Ballouche (géographe): L'Homme, artisan des paysages - **André Langaney** (généticien, anthropologue): L'espèce humaine, 1000 siècles d'immigration clandestine - **Etienne Klein** (physicien): Univers, les grandes questions - **Allan Sacha Brun** (astrophysicien): Notre mystérieuse étoile, le Soleil - **Sylvain Chaty** (astrophysicien): Balade dans l'Univers - **Franck Perez** (biologiste): Voyage dans l'infiniment petit de nos cellules vivantes - **George Teutsch** (chimiste): Comment on crée un médicament: la pilule du lendemain - **Thierry Foglizzo** (astrophysicien): Naissance et explosion d'étoiles - **Fanny Rybak** (biologiste): Comment les animaux se « parlent » - ils ? - **Fabienne Malagnac** (généticienne): Ni animaux, ni végétaux: les champignons - **Annick Jacq** (biologiste): La biologie de synthèse - **Marc Peschanski** (biologiste): Les thérapies géniques, entre succès scientifiques et bulle financière - **Francis Hallé** (botaniste): Histoire des dernières forêts primaires - **Hubert Krivine** (physicien): De l'atome imaginé à l'atome découvert - **Jean-Philippe Uzan** (astrophysicien): Faut-il changer notre représentation de l'Univers?

Les miniconférences

Le vol des avions s'inspire-t-il de celui des oiseaux? - Féminin-masculin, quel genre de différences? - Le plastique, c'est fantastique - La géothermie est-elle une ressource d'énergie renouvelable? - Le séquençage du génome: science-fiction ou réalité? - La chimie des origines de la vie: entre terre et mer, entre Terre et Mars - Dessiner en perspective... avec les maths? - Du chou-fleur à la côte bretonne, les fractales - Des ondes pour sonder, voir et soigner - Comment les ordinateurs comptent-ils? - Magnétisme: la science face aux charlatans - La loi des grands nombres est dure, mais c'est la loi!

La Roulotte de la Science

Animations scientifiques itinérantes

Arboretum

- Quatre promenades commentées de 50 minutes dans un sentier aux 110 espèces d'arbres: L'arbre, quel être étonnant! - Les arbres voyageurs - Reconnaître un arbre - L'arbre des poètes et des conteurs.
- Expositions: Arbres remarquables d'ici et d'ailleurs - Bois utilisés pour la formation des forestiers de Grignon
- Conférences de **Francis Hallé**, botaniste, spécialiste des arbres et de l'écologie des forêts et de **Georges Feterman** président de l'association A.R.B.R.E.S (arbres remarquables).

Au temps de la Préhistoire

Pour voyager sur les traces de nos origines

- Un chantier de fouille grandeur nature
- Un bas fourneau en fonctionnement
- Une exposition commentée retraçant l'histoire de nos origines
- Des exposés: les migrations des hommes préhistoriques - le climat et l'évolution de l'Homme - histoire de l'histoire de l'Homme - la naissance de l'agriculture - travailler à la mine il y a 6000 ans - 4% de Néandertal en nous.
- Des conférences: **Jean-Luc Piel Desruisseaux** (préhistorien): Sur les traces des « premiers Parisiens » - **Lounes Chikhi** (généticien): Retracer notre histoire grâce à la génétique, de Néandertal aux premiers agriculteurs
- Des ateliers: allumer le feu - tailler le silex - s'habiller en homme préhistorique



Cinémas

Deux jours, une nuit (Jean-Pierre et Luc Dardenne) - *Samba* (É. Toledano et O. Nakache) - *Leviathan* (Andrei Zvyagnitsev) - *Le procès de Viviane Amsalem* (Shlomi et Ronit Elkabetz) - *Black coal* (Yi Nan Diao) - *Discount* (Louis-Julien Petit) - *'71* (Yann Demange) - *Les combattants* (Thomas Cailley) - *Les insoumis* (Mark Donskoï) - *La famille Bélier* (Eric Lartigau) - *The Cut* (Fatih Akın) - *L'Enquête* (Vincent Garenq) - *Jimmy's hall* (Ken Loach) - *Hippocrate* (Thomas Lilti) - *Timbuktu* (Abderrahmane Sissako)

Les documentaires: *Miners shot down: le massacre des mineurs sud-africains de Lonmin Marikana* (Rehad Desai) - *Les balles du 14 juillet 1953* (D. Kupferstein) - *PSA Aulnay: les mots de la fin* (Francis Raymond et Ludovic Fossard) - *La guerre de l'ombre au Sahara* (Bob Cohen et Eric Nadler) - *Salut et fraternité* (Oriane Brun Moshetti) - *Du fer à la finance, l'empire de Wendel* (Patrick Benquet) - *PSA, on se battra comme des lions* (Françoise Davisse)
Cinéma de nuit: *Sacco et Vanzetti* (Giuliano Montaldo)



Le Parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre, homologué pour se faire peur en toute sécurité. Sous la surveillance de moniteurs diplômés. Tyroliennes, ponts de singe, échelles, filets... Émotions garanties

Accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m), Tarif: 4 euros.



Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête

Italie – 25 avril 1945 : la chute du fascisme et le changement de peau de la bourgeoisie

Le 25 avril l'Italie a célébré le 70^e anniversaire de la chute de Mussolini et du régime fasciste, qui marqua dans le pays la fin de la guerre. Ce 25 avril, devenu jour férié, y est célébré chaque année, tout comme le 8 mai dans d'autres pays européens. Ce qui est appelé « l'insurrection antifasciste » du 25 avril 1945 est devenu l'événement fondateur du régime parlementaire d'après-guerre.

Mais le consensus politique qui entoure cet événement et la République qui en est sortie une année plus tard, en juin 1946, exprime aussi le soulagement des classes dirigeantes italiennes d'avoir évité que la chute du fascisme ne débouche sur une révolution.

Au moment où commençaient à se dessiner la fin de la guerre et la victoire des Alliés, le régime fasciste instauré en Italie en octobre 1922 pour briser les velléités révolutionnaires de la classe ouvrière se révélait un maillon faible. Dès mars 1943, une puissante vague de grèves naquit dans le nord du pays. La classe ouvrière exprimait sa lassitude de la guerre, des privations, de la dictature que faisait peser le régime. Mais elle ne montrait pas seulement son aspiration à en finir avec le fascisme. Elle montrait aussi qu'elle pouvait se porter candidate à exercer elle-même le pouvoir, à exproprier les capitalistes qui avaient pu maintenir leur dictature grâce à Mussolini et avaient jeté le pays dans une aventure guerrière sans issue.

La bourgeoisie italienne change de camp

En même temps, la situation militaire évoluait pour l'Italie fasciste, qui dans la guerre avait lié son sort à celui de l'Allemagne nazie. La bourgeoisie italienne, soucieuse de ne pas être entraînée dans la débâcle, se prépara à changer de camp. En juillet 1943, les troupes alliées débarquèrent en Sicile. Le 25 juillet, une conjuration de palais, avec l'accord du roi, mit fin aux fonctions de Mussolini, décidant son emprisonnement et le remplaçant par un militaire, le maréchal Badoglio. Le 8 septembre 1943 enfin, on apprenait que l'Italie mettait fin aux opérations militaires et avait signé, séparément de l'Allemagne, un armistice avec les Alliés anglo-américains.

Alors que les troupes alliées progressaient au sud, les troupes allemandes déferlèrent sur le Nord pour se substituer à leur allié défaillant. Mussolini, enlevé de sa prison par un commando allemand, reconstitua un gouvernement fasciste au nord, sous le nom de République de Salò. La péninsule devint un des principaux théâtres de la guerre.

Mais ce 8 septembre 1943 posa aussi le problème du régime qui succéderait au fascisme. Ce jour-là, le retournement d'alliance du pays fut aussi un jour de débâcle pour l'État italien. Les soldats, laissés sans ordres et sans consignes, n'eurent pour beaucoup pas d'autre choix que de se rendre aux troupes allemandes ou bien de désertir ou de constituer des maquis. Le roi, de son côté, n'eut d'autre souci que de sauver sa peau en quittant Rome pour aller reconstituer sa cour à Brindisi, dans le Sud, sous la protection des troupes alliées. L'appareil d'État de la bourgeoisie italienne perdait toute autorité et en fait s'écroulait, laissant la population, les autorités locales, les soldats livrés à eux-mêmes dans un pays devenu un champ de bataille.

Pendant que Badoglio et le roi reconstituaient tant bien que mal une autorité au sud à l'ombre des troupes alliées, un Comité de libération nationale se forma au nord, sous le nom de CLNAI (Comité de libération nationale de Haute-Italie), tentant d'imposer son autorité aux troupes de partisans constituées le plus souvent à partir des débris de l'armée. Mais, en son sein, le parti disposant de la plus grande autorité s'avéra rapidement être le Parti communiste reconstitué, jouissant du prestige conféré par les victoires militaires de l'URSS et disposant de cadres aguerris, pour beaucoup convaincus que la fin du fascisme ne pouvait déboucher que sur la révolution prolétarienne.



Des partisans sur le pont du Rialto à Venise, le 25 avril.

Togliatti à la rescousse de l'État bourgeois

C'est à ces cadres médusés que le dirigeant du PC italien Palmiro Togliatti, retour d'URSS en mars 1944, annonça qu'il n'en serait rien. Conformément à la politique de Staline, il ne devait pas être question de révolution. Togliatti annonça son plein appui au gouvernement du roi et de Badoglio, un homme qui quelques années auparavant était encore le chef de l'armée de Mussolini. Au nom de l'antifascisme, la classe ouvrière devait accepter de s'allier avec la bourgeoisie et avec ses pires ennemis, sur la simple promesse qu'après la guerre le gouvernement du pays deviendrait démocratique.

Le PC allait devenir la principale force présente au sein des maquis qui combattaient les troupes allemandes et qui souvent intervenaient jusque dans les villes. Mais il mit aussi tout son poids pour empêcher que la classe ouvrière ne s'oriente vers une politique indépendante et ne commence à créer ses propres organes politiques, qui auraient pu offrir une alternative à la reconstitution du pouvoir bourgeois.

En avril 1945, après presque deux ans de guerre sur le territoire italien, la défaite allemande vit les troupes de Hitler refluer vers le nord, tentant de regagner leur pays. Le CLNAI appela alors les partisans à prendre, avant même l'arrivée des troupes anglo-américaines, les villes que les troupes allemandes s'approprièrent à évacuer. Le 25 avril vit ainsi arriver

dans les villes du Nord des troupes de partisans descendus des montagnes voisines. Tandis que les usines étaient appelées à la grève, ils s'attaquaient aux troupes allemandes et prenaient le contrôle de Gênes, Milan, Turin et de nombreuses autres villes. Dans les jours qui suivirent, Mussolini et sa compagne Claretta Petacci, qui cherchaient à gagner la Suisse, furent rejoints et exécutés par un groupe de partisans et leurs corps exposés, suspendus à des crocs de boucher, Piazza Loreto à Milan. Le CLNAI déclara exercer tous les pouvoirs.

Les troupes anglo-américaines n'entrèrent que quelques jours plus tard, début mai, dans les villes du Nord. L'insurrection du 25 avril apparut ainsi comme celle de l'Italie populaire, démocratique et partisane, se libérant elle-même du pouvoir fasciste allié de Hitler. Mais cela couvrait, en particulier de la part du Parti communiste stalinien, une opération politique bien moins avouable. L'insurrection d'avril n'avait rien d'une révolution sociale. Le pouvoir qui se remettait en place, sous ses habits plus démocratiques, allait en fait conserver l'essentiel des cadres de l'ancien appareil d'État, de la monarchie et du régime fasciste, avec ses juges, ses policiers, ce qu'il restait de son armée. Et surtout il allait permettre à la bourgeoisie capitaliste, celle-là même qui avait appelé Mussolini au pouvoir en 1922, de conserver sa puissance, ses capitaux, ses richesses. Le Parti

communiste, comme en France à la même époque, allait mettre tout son poids pour convaincre la classe ouvrière que désormais l'heure n'était pas à revendiquer, encore moins à exercer le pouvoir dans les usines et dans le pays, mais bien à se retrousser les manches pour reconstruire l'économie.

Le capitalisme italien remis en selle

L'économie allait être reconstruite, mais bien moins au profit des classes populaires qu'à celui d'une bourgeoisie qui reprenait sa place parmi ses consœurs impérialistes. En juin 1946, un référendum mit fin à la monarchie et renvoya la famille royale qui pendant plus de vingt ans s'était compromise avec Mussolini. L'opération visant à rénover la façade de l'État italien se complétait de la mise en place d'une République prétendument sociale qui, dans sa Constitution, affirme qu'elle est « fondée sur le travail ».

En 1947, le Parti communiste qui avait si bien collaboré à cette opération de recyclage politique, jugé désormais moins utile, fut renvoyé dans l'opposition. Il n'en allait pas moins continuer, jusqu'à ses héritiers du Parti démocrate d'aujourd'hui devenus de simples ministres bourgeois, de présenter le 25 avril 1945 comme une grande victoire démocratique et sociale. Pour les travailleurs qui tous les jours subissent les attaques du grand capital, c'est une immense tromperie.

André Frys

Le Pen : le prétendu antisystème et ses chocolats suisses

Le Pen père et sa fille adorent se présenter en ennemis de ce qu'ils appellent le « système ». Des documents qui viennent de paraître dans les médias, relatifs aux enquêtes judiciaires sur la fortune du fondateur du Front national, il ressort que les dirigeants du FN grenouillent à qui mieux-mieux dans le marigot politico-financier dudit système. Et qu'ils en tirent de confortables avantages personnels.

En 2013, Le Pen avait reconnu avoir eu un compte en Suisse. Mais, « tête haute, mains propres », à l'en croire c'était bel et bien fini. Patatras, voilà qu'on le prend les mains dans le pot de confiture, et en flagrant délit de mensonge : depuis des années, il a de l'or et de l'argent sur « un compte caché » en Suisse, dit la justice. Un compte chez HSBC, une banque qui a défrayé la chronique récente de l'évasion fiscale, qu'il a cru plus prudent de transférer en 2014 aux Bahamas, un autre paradis fiscal.

Au centre de ce montage financier se trouverait Gérard Gérin, le major dôme de Le Pen – car

dans le monde de ces gens-là, on ne se contente pas de larbins, il faut qu'ils aient des titres qui flattent le bourgeois. Devenu conseiller régional FN en 2010, ce monsieur dirige

Dans une interview sur France 3, dimanche 26 avril, le maire de Nice, Christian Estrosi, a enchaîné les perles sur le thème : « *la civilisation judéo-chrétienne dont nous sommes les héritiers est menacée* ». Ainsi, ce serait, d'après lui, « *une troisième guerre mondiale* » qui serait déclarée par les « *islamo-fascistes* », avec une « *cinquième colonne* » aux réseaux « *infiltrés dans*

une structure financière que gère, depuis Genève, un avocat d'affaires, qui apparaît déjà dans le scandale SwissLeaks. Gérin est aussi trésorier de Cotelec, l'association de financement du FN, et de Pro-melec, un « micro-parti » chargé de promouvoir l'image et l'action des Le Pen père et fille.

Ces révélations s'ajoutent à une série de casseroles malpropres accrochées aux basques des Le Pen. Ainsi, la récente mise en examen de cinq

personnes proches de Marine Le Pen et de Riwal, une société de communication, dans l'affaire du financement suspect des campagnes électorales du FN. Ou l'enquête lancée par la Commission pour la transparence de la vie politique, car Le Pen père se serait personnellement enrichi de plus d'un million d'euros à l'occasion de son mandat 2004-2009 au Parlement européen.

Propriétaire de l'hôtel particulier de Montreuil à Saint-Cloud, Le Pen

voudrait qu'on ne montre rien de ses combines, de sa fortune et de ses tripatouillages financiers. Et sa fille sans doute encore plus. En cherchant à apparaître comme plus respectable, elle voudrait se faire accepter par le « système » même qu'avec son père elle dénonce, mais dont elle et lui sont, jusque dans les scandales les plus écœurants, des défenseurs et représentants au côté des Cahuzac, Balkany, Sarkozy et consorts.

Pierre Laffitte

Estrosi et la « cinquième colonne » : la démagogie xénophobe à l'œuvre

nos caves, dans nos garages, dans les lieux clandestins.

« *J'y vais fort* », a-t-il reconnu lui-même. Estrosi a commencé sa campagne pour les élections régionales qui auront lieu en décembre et qui l'opposent, en Paca, à Marion Maréchal-Le Pen. Et pour concurrencer le Front national, Estrosi est prêt à aller loin dans la démagogie sécuritaire et

anti-immigrés. Il l'a déjà fait plus d'une fois dans le passé et bien d'autres à droite avant lui s'en sont fait une spécialité. Sarkozy a remporté l'élection présidentielle en 2007 en faisant campagne sur les mêmes thèmes que l'extrême droite et, aujourd'hui, il cherche à rééditer l'opération. Mais, à gauche aussi, un certain nombre de politiciens ont eux aussi tenté

de chasser sur le même terrain que le FN. À commencer par Valls qui, il n'y a pas si longtemps, s'est livré à de la démagogie contre les Roms.

Des politiciens comme Estrosi, prêts à spéculer sur la bêtise, le racisme et les pires préjugés, malheureusement, il y en a beaucoup d'autres, à droite comme à gauche.

Marc Rémy

DANS LES ENTREPRISES

Magneti Marelli – Argentan : grève pour les salaires

Les travailleurs de Magneti Marelli, à Argentan dans l'Orne, un équipementier automobile, filiale de Fiat, ont fait 3 jours de grève pour l'augmentation de leurs salaires.

La direction a elle-même déclenché cette mobilisation en proposant 0,2 % d'augmentation, soit 2,70 euros brut, dans le cadre des NAO (négociations annuelles

obligatoires). C'était presque une provocation dans un contexte où la direction affirme elle-même que le site d'Argentan va mieux ! Et cela a provoqué la colère des salariés.

Car la situation était marquée aussi par le plan de compétitivité de 2014, où le patron, profitant d'une « période difficile », avait imposé en faisant du chantage à la délocalisation le

non-paiement des temps de pause, entraînant une perte de revenu équivalente à 20 jours de travail sur une année pour les salariés.

La production de l'entreprise étant en plus en augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente, tout cela a contribué à renforcer le sentiment chez les ouvriers qu'ils avaient droit en retour à une augmentation de

salaire.

Débutant par un débrayage mardi 21 avril, le mouvement s'est prolongé par une grève suivie par 80 % des 230 salariés de l'entreprise. Les différentes équipes se sont relayées pour bloquer l'entrée de l'usine empêchant les camions d'y pénétrer. Le vendredi 24 avril, la direction finit par céder une augmentation de 45 euros

net sur le salaire mensuel, soit une augmentation de 3,24 % pour les plus bas salaires.

Les grévistes sont très contents car ils ont le sentiment de s'être fait respecter et d'avoir pu faire céder leur patron. D'ailleurs, certains d'entre eux, ont l'espoir que leur grève donne des idées à d'autres travailleurs.

Correspondant LO

Amiante : les empoisonneurs, mauvais payeurs !

À la suite du décès d'un de ses salariés, tué par l'amiante, la société Latty a été condamnée pour « faute inexcusable » par le tribunal des affaires de sécurité sociale de Chartres puis par la cour d'appel de Versailles.

Le groupe Latty, dont les produits sont fabriqués à Brou (Eure-et-Loir), est un spécialiste de l'étanchéité industrielle depuis 1920. Cette société avait prétendu avoir toujours respecté les réglementations existantes, mais la cour d'appel

de Versailles a démolie cette prétention en dénonçant un « *empoussièrément majeur des ateliers* » et une « *absence d'information comme de matériel de protection* » pour les salariés.

Cela n'a pas empêché les patrons de Latty de

demander à l'État de payer la totalité de l'indemnisation due à la famille du défunt, et aussi que l'État verse à Latty la somme de 50 000 euros au titre du préjudice moral et de la dégradation de son image !

Cette exigence de Latty vient de faire l'objet d'un jugement du tribunal administratif qui propose que l'État paye la moitié de la note. Des demandes identiques ont été déposées par

la société Eternit, principal producteur d'amiante du pays, avec le même résultat.

Cette décision choquante est la suite d'une décision du Conseil d'État qui, en 2004, a reconnu pour des affaires d'amiante la responsabilité de l'État, avec pour conséquence de réduire les conséquences financières pour les entreprises poursuivies par des victimes de l'amiante.

Pour l'instant, les exigences de Latty et Eternit sont en appel, mais si elles étaient confirmées, en appel puis en cassation, on irait vers une mutualisation des responsabilités des entreprises et de l'État, et pas seulement dans des affaires d'amiante.

Voilà, en tout cas, un cas de figure où les patrons ne se plaignent pas qu'il y a « trop d'État » !

Jacques Fontenoy

Centre financier de Bordeaux : restructuration et répression

Au Centre financier de Bordeaux, l'un des plus gros du pays puisqu'il regroupe encore plus d'un millier de travailleurs de La Banque Postale, la direction a décidé de s'en prendre à des militants syndicaux.

Ainsi une militante de la CGT, petite cadre dans un service de chargés de clientèle, déléguée au CHSCT, a été accusée de harcèlement moral à l'encontre de sept, pas moins, de ses collègues cadres, dont sa supérieure ! Cette machination a été organisée par la direction au moyen d'une nouvelle procédure de prévention du harcèlement moral initiée par La Poste. Cette toute nouvelle procédure, présentée comme une mesure de protection des salariés contre la hiérarchie, La Poste l'a utilisée pour la première fois à Bordeaux, mais en sens inverse.

Ce que reprochent en fait les supérieurs hiérarchiques de cette syndicaliste, c'est qu'elle ait dénoncé au CHSCT les conditions scandaleuses dans lesquelles l'encadrement de son propre service avait

décidé d'utiliser une jeune stagiaire censée être formée. Plus généralement, ils lui reprochent de ne pas « rentrer dans le moule », de ne pas avoir assez d'enthousiasme dans leurs méthodes de management, et de dénoncer à juste titre tout ce qui va à l'encontre des intérêts des employés. Bref, elle dérange.

L'absence de preuves concernant le harcèlement n'a pas empêché la direction de faire un rapport à charge, pour justifier la mutation d'office de cette militante dans un autre service avec perte de revenus et perte des fonctions de management, une mesure dite organisationnelle qui est bien en fait une sanction, contestée en tant que telle par la CGT. Le but pour la direction est de l'écartier des services clients, où il y a encore le plus grand

nombre de salariés, les plus jeunes, et où les conditions de travail sont difficiles, avec des pressions sur l'activité téléphonique et le développement commercial. Des services où la présence d'une militante active dérange encore plus qu'ailleurs dans le centre.

La direction du Centre financier est d'autant plus brutale et hargneuse que se profile un nouveau plan de réorganisation des Centres financiers appelé Excello. Ce nouveau plan de restructuration de La Banque Postale a pour objectif d'atteindre 1 milliard d'euros de bénéfices d'ici 2020.

Derrière le cas de cette militante de la CGT, ce sont tous les travailleurs qui sont en fait visés. Il s'agit de faire pression pour qu'ils acceptent ce que décide la hiérarchie, il s'agit de faire régner l'ordre sans contestation, pour que les restructurations à venir passent sans réaction.

Correspondant LO

Groupe Orpéa : flicage des salariés

En décembre 2014, la CGT avait porté plainte contre le groupe Orpéa, l'un des leaders mondiaux des maisons de retraite et des cliniques privées, accusé d'espionner des salariés.

Cette affaire remonte à 2010. La direction d'Orpéa, dont les principaux actionnaires sont un fonds d'investissement canadien, la famille Marian, fondatrice du groupe, et la famille Peugeot, redoutait le déclenchement de grèves dans ses établissements. Elle a alors utilisé trois indicateurs se faisant passer pour des travailleurs d'Orpéa. Ces taupes rédigeaient des rapports hebdomadaires qui décrivaient l'état d'esprit des salariés, plus particulièrement les faits et gestes des militants de la CGT. Ils ne cherchaient pas seulement à dénoncer les fortes têtes mais à infiltrer les syndicats.

Pour ce sale boulot, dénommé conseil en gestion de risque social, Orpéa avait fait appel à une société, Groupe synergie globale (GSG), connue pour avoir mis en place une vaste opération de fichage, d'écoutes illégales et d'espionnage des travailleurs du groupe Ikea à la même époque.

D'après Mediapart, en 2015 la direction d'Orpéa a proposé quatre millions d'euros en échange du retrait de sa plainte à la CGT, qui a refusé cette magouille.

Le flicage des travailleurs et des militants est loin d'être une exclusivité d'Orpéa et d'Ikea. Ces dernières années, pour des affaires de ce type, Eurodisney, Carrefour, Lidl par exemple ont été condamnés, sans compter les entreprises qui n'ont pas été prises la main dans le sac.

Arnaud Louvet

Déboires de l'EPR : incurie capitaliste

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a révélé que la cuve de la centrale EPR en construction de Flamanville présente des anomalies « très sérieuses » de fabrication. Si elles étaient confirmées, cela devrait signifier soit l'arrêt définitif du chantier, soit le remplacement de la cuve. Alors que le coût des travaux a déjà été multiplié par trois par rapport à ce qui avait été annoncé à son lancement en 2007, pour atteindre 8,5 milliards d'euros et plus de quatre ans de retard sur la livraison, des centaines de millions risquent encore de s'ajouter à la note.

La cuve est un élément crucial en termes de sûreté : elle contient le cœur, avec les assemblages combustibles où ont lieu les réactions nucléaires. Elle est un très gros composant, aux parois très épaisses, qui doit résister à des pressions considérables ; toute rupture est exclue. Une réglementation très sévère vise à obtenir ce résultat.

Or, alors que la cuve avait été fabriquée par Areva il y a une dizaine d'années, ce n'est que très récemment que des essais de contrôle réclamés par l'ASN ont montré l'insuffisance de la tenue mécanique de certaines parties. Mais ce problème n'est que le dernier d'une longue série de déboires.

Lors du lancement de l'EPR en 2007, cela faisait déjà huit ans que de nouvelles centrales n'avaient

pas été construites. Les ingénieurs, techniciens, ouvriers qui avaient conçu ou fabriqué l'essentiel du parc français dans les années 1970-80 partaient en retraite, remplacés au compte-gouttes. Le savoir-faire acquis au cours des décennies précédentes ne s'est du coup que difficilement transmis.

C'est dans ce contexte qu'est apparu le besoin du remplacement de centrales vieillissantes aux États-Unis et en France, et de construction de nouvelles centrales en Chine. Pour les capitalistes européens du nucléaire, il fallait absolument partir à la conquête de ces nouvelles parts de marché, ne pas laisser la place à des concurrents, il fallait vendre et construire des centrales. Areva et Siemens ont alors conçu à la va-vite l'EPR, un réacteur



Le chantier de l'EPR de Flamanville.

dit de troisième génération, en théorie plus sûr.

La vitrine commerciale devait être faite de deux EPR : l'un en Finlande, l'autre à Flamanville. C'est donc à partir de 2007 que les équipes d'EDF, d'Areva et d'autres constructeurs ont engagé les travaux, dans l'impréparation, avec des vagues de recrutement de travailleurs qui se sont formés sur le tas. Depuis, c'est la course de vitesse pour tenir les plannings : les difficultés de conception et de fabrication s'accumulent et les moyens humains pour les

contrôler sont toujours insuffisants.

Pour ne donner qu'un exemple : à l'ingénierie d'EDF, chargée de vérifier les dossiers de conception, on sait déjà, lors de la planification annuelle du début de l'année, que le volume de travail nécessaire pour chacun dépasse de 15 à 30% le temps qui pourra y être réellement consacré. Le travail ne peut donc se faire que partiellement. La direction table sur le fait que l'ASN est débordée. Depuis quelques mois, elle tente aussi d'imposer l'allongement de la durée du

travail en imposant le système du forfait jours, selon lequel il serait licite de travailler jusqu'à 13 heures par jour, pour s'éviter d'embaucher du personnel supplémentaire.

La situation actuelle est donc le résultat de l'incurie des industriels du nucléaire, motivés par les seuls aspects financiers : la sûreté nucléaire, de même que la note qui est ou sera payée par la population et les travailleurs du nucléaire, n'entrent qu'au second plan dans leurs calculs.

Correspondant LO

Snecma – groupe Safran : deux mois de contestation contre le blocage des salaires

Durant la semaine du 20 au 24 avril, les débrayages pour les salaires ont continué dans les usines Snecma du groupe Safran, avec deux nouveaux rassemblements intercentres en région parisienne. Depuis près de deux mois, des travailleurs ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à accepter sans broncher le blocage des salaires, alors que Safran engrange des bénéfices record.

Le mercredi 15 avril à l'usine de Corbeil, ceux de Villaroche, Gennevilliers et Saint-Quentin ayant rejoint leurs camarades de Corbeil ont défilé dans l'usine à plus de 500 contre les minables 0,2 % que la direction proposait.

Ce nouveau succès a encouragé des réactions locales qui ont eu lieu les jours suivants. À l'usine de Villaroche, en Seine-et-Marne, 250 salariés ont réagi par un débrayage d'une heure pour soutenir un gréviste contre la pression de l'encadrement. À Gennevilliers, un groupe d'ouvriers s'est mis en grève deux demi-journées pour tenter d'en entraîner d'autres.

Jeudi 23 avril, 250 salariés de ces quatre usines débrayaient à nouveau à l'appel des syndicats, pour se retrouver cette fois à la Défense, près de Paris. Il

s'agissait de manifester devant la salle où les actionnaires se réunissaient, protégés comme il se doit par de forts contingents de CRS à tous les coins du site. Les salariés étaient contents de dénoncer ces parasites dont le capital s'accroît quand les salaires sont au régime sec.

Le gouvernement et le patronat prétendent que, quand les affaires sont bonnes, cela profite aux salariés. Eh bien, la réponse prouve le contraire ! Les manifestants ont été bien accueillis par les nombreux salariés des quartiers d'affaires de la Défense.

La direction a campé sur ses 0,2 % d'augmentation. Elle est même revenue sur une miette qu'elle avait lâchée entre-temps : un minimum de 25 euros pour tous, quel que soit le salaire. Elle rend responsables les syndicats qui n'ont pas joué le



Jeudi 23 avril, à l'occasion de l'assemblée des actionnaires, devant le CNIT de La Défense.

jeu du « dialogue social », c'est-à-dire qui ont refusé de signer pour l'obtention de cette aumône. Mais cela aurait signifié cautionner le blocage des salaires, alors que le groupe annonce deux milliards de profit ! C'est pourquoi, pour ceux qui ont participé aux débrayages, les syndicats ont eu bien raison de ne pas céder à ce chantage.

Ceux qui ont participé aux actions, débrayages, rassemblement sur leur entreprise ou à l'extérieur, sont fiers de l'avoir fait. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'ils participaient à des actions collectives unissant ouvriers, ingénieurs et techniciens de plusieurs usines.

Si la direction pensait que ses pressions allaient

faire plier les nouveaux embauchés, elle en est pour ses frais. En se mobilisant, une fraction des salariés ont montré qu'ils n'avaient pas l'intention d'accepter docilement le blocage des salaires et les pressions sur le personnel que la direction de Safran, comme tous les patrons, veut imposer aux travailleurs.

Correspondant LO

Renault Cléon : une grève qui fait du bien

Par soucis d'économies, la direction de l'usine Renault de Cléon a choisi un nouveau sous-traitant chargé de la mise en place dans les distributeurs automatiques des sandwiches, boissons ou plats, destinés à la restauration des ouvriers.

Jusqu'à-là, la société Elior s'occupait de la cantine, de la fabrication des sandwiches et de l'ensemble des distributeurs. Depuis des semaines, le bruit courait que la nouvelle société sous-traitante choisie par Renault, Mars Drinks, vendrait des sandwiches industriels au lieu de les confectionner sur place. Alors que trois à quatre emplois étaient menacés, aucune information n'était fournie, ni par Elior ni par Renault.

Lundi 20 avril, dès leur embauche, à 3h30, les trois salariées qui fabriquent les sandwiches se mirent en grève contre la menace de licenciements. L'ensemble des quinze autres salariés d'Elior qui arrivent entre 7h et 8h les rejoignirent dans la grève.

Pendant leur mouvement, les grévistes ont été actifs, faisant connaître les raisons de leur colère aux travailleurs de Renault et bloquant les sandwiches

préparés par l'encadrement. Le mouvement des travailleurs d'Elior était très bien vu par tous.

Jusqu'à-là très discrète, la direction de Renault décida de fermer la cantine, où les grévistes prévoyaient de s'adresser aux ouvriers du site. Peut-être ne voulait-elle pas que la grève donne des idées à d'autres.

Les pressions de l'encadrement, d'un directeur régional, d'un médiateur n'ont pas fait céder les salariés d'Elior. Au bout de 36 heures de grève, le directeur annonçait le maintien de trois postes sur le site, une recherche de solution pour le quatrième et le paiement des heures de grève.

Pour la plupart des

travailleurs d'Elior, c'était la première grève. Cette lutte dont ils sont fiers a changé l'ambiance. Et, comme certaines ouvrières l'ont dit aux différents directeurs : « Si vous ne trouvez pas une solution pour le quatrième poste, vous savez maintenant de quoi nous sommes capables. »

Correspondant LO

Les travailleurs de la fonderie ont du répondant

Depuis quelque temps, à la Fonderie de l'usine Renault de Cléon, l'ambiance est de plus en plus tendue dans l'équipe du Parachèvement : agressions verbales, remontrances quotidiennes de la part d'un chef en particulier, etc.

Mardi 21 avril, un chef d'unité, après avoir agressé verbalement un travailleur du secteur, s'est permis de l'attraper par la manche et de le secouer sans retenue.

Ni une ni deux, l'ensemble des travailleurs de la Fonderie, soit environ

une quarantaine de salariés, a débrayé pour interpeller la direction. Au bout de deux heures, devant les promesses de l'encadrement de régler le problème, les fondeurs ont repris le travail.

Le lendemain, les salariés de la Fonderie apprenaient que l'ingénieur des conditions de travail décidait que cet « incident » ne serait pas considéré en accident de travail, alors que notre camarade victime de l'agression, très affecté, était en arrêt maladie. De

nouveau, les ouvriers de la Fonderie débrayaient. Rapidement, l'encadrement expliquait aux grévistes qu'il allait régler le problème, que « cela devait être une erreur ».

Le surlendemain, l'« erreur » était toujours effective. L'ingénieur persistait dans le fait de ne pas déclarer l'accident de travail. Bien évidemment, il agit aux ordres de la direction de l'usine, qui veut à tout prix diminuer le nombre d'accidents de travail déclarés, qui sont en forte

augmentation avec la dégradation des conditions de travail.

De nouveau, les ouvriers du département repartaient en grève et décidaient de ne pas céder. L'ingénieur dut revoir sa copie et, tout penaud, faire la déclaration d'accident de travail

Difficile de se faire comprendre de la direction. Mais, en grève, les travailleurs savent se faire entendre !

Correspondant LO

Toyota – Onnaing : exploitation aggravée

Depuis début avril, à l'usine Toyota d'Onnaing (Nord), qui fabrique les Yaris, une nouvelle organisation du travail a encore aggravé d'un cran l'exploitation. Après avoir licencié plus de 300 intérimaires, la direction a réorganisé chaque poste de travail, en ajoutant beaucoup d'opérations supplémentaires à réaliser par chaque ouvrier. Les postes de travail n'ont jamais été aussi chargés et, dans plein d'endroits, les lignes ne pourraient pas tourner sans les coups de main des team leaders, qui se retrouvent à faire une partie des opérations impossibles à réaliser par les ouvriers sur chaîne.

La production diminue, mais la direction s'en sert pour augmenter encore l'exploitation. Pour limiter les réactions collectives des travailleurs contre cette dégradation supplémentaire des conditions de travail, la direction fait pleuvoir les menaces individuelles et les sanctions pour des brouilles dans tous les ateliers et toutes les équipes.

Alors, quand en plus, lundi 20 avril, le directeur a réuni tous les salariés de l'usine en six groupes successifs de 500 à 600 personnes pour annoncer une prime de participation minable, il n'a pas été bien reçu. Dans la première équipe, réunie lundi matin, il a essayé de faire jouer le suspens avant d'annoncer... 250 euros de prime. Il s'est alors fait huer. Et dans la troisième équipe, la nuit, où le montant de la prime était déjà connu, quelques travailleurs lui ont lancé des pièces de monnaie, histoire de lui montrer ce qu'ils pensaient d'une telle aumône. À titre de comparaison, les ouvriers de Toyota au Japon vont toucher cette année une prime de 17 000 euros, équivalant à six à sept mois de salaire.

Le comble, c'est que pendant des mois la direction avait fait planer le risque d'une mise en liquidation judiciaire de l'usine, qui était mise en déficit artificiel depuis plusieurs années. Après un tour de passe-passe de recapitalisation sans dépenser un centime, Toyota a remis les comptes de l'usine d'Onnaing (TMMF) en positif. Et l'usine, qui était présentée comme déficitaire depuis

des années, est maintenant devenue bénéficiaire de 28 millions d'euros. Et ce, malgré 60 millions d'euros de royalties qu'elle verse directement au groupe Toyota... royalties qui passent directement à la case bénéfices des actionnaires, sans passer par la case impôts!

En se basant sur les chiffres officiels de la direction, chaque salarié, intérimaires compris, aurait rapporté 22 000 euros de bénéfice net en 2014, mais c'est certainement bien plus en réalité.

L'astuce, légale car ce sont les patrons qui dictent les lois, c'est que les voitures fabriquées à TMMF sont vendues à Toyota Motor Europe (TME), filiale belge de Toyota, pour 10 000 euros en moyenne par véhicule. TME les revend ensuite aux concessionnaires Toyota qui, à leur tour, les vendent entre 16 000 et plus de 21 000 euros. Cela a permis à Toyota de mettre artificiellement TMMF en déficit pendant des années et de déclarer les bénéfices en Belgique, où les impôts sont réduits à presque rien pour les multinationales. C'est cette même manipulation comptable qui permet à TMMF de ne déclarer « que » 28 millions d'euros de bénéfice cette année.

Alors, avec des conditions de travail dégradées, des salaires insuffisants, des primes minables suspendues au bon vouloir de la direction, et le baratin sur les comptes de l'usine qui continue, la coupe est pleine!

Correspondant LO

ArcelorMittal – Dunkerque : record de production et d'insécurité

Début avril, ArcelorMittal Dunkerque annonçait avoir réalisé un record de production en 2014, avec 6,6 millions de tonnes d'acier produit.

Mais elle se vante moins d'autres records : celui de la diminution des postes de travail et de leur précarisation croissante.

En novembre 1992, il y avait encore 4 762 inscrits à l'effectif. Pour une

production supérieure, ils étaient en décembre dernier 3 561. Et il y avait dans ce total 523 travailleurs précaires (intérimaires et CDD), soit près de 15 % des effectifs.

Au-delà du chômage en hausse, la conséquence tragique de cette politique c'est le nombre d'accidents, dont deux mortels en quatre mois sur le site. Le 26 décembre dernier,

un mécanicien a été percuté par une chargeuse au secteur Mataglo et, le 12 avril, un jeune intérimaire travaillant pour la société sous-traitante Lamblin est mort écrasé entre deux wagons.

Maintenant, la direction ambitionne les sept millions de tonnes dans l'année... et combien d'accidents en plus?

Correspondant LO

Passage à niveau de Nangis : l'accident aurait pu être évité

Mardi 21 avril, à Nangis en Seine-et-Marne, sur la ligne Paris-Belfort, un train circulant à plus de 130 km/h a percuté un convoi exceptionnel bloqué sur le passage à niveau. L'accident a fait dérailler cinq wagons du train et fait trois blessés graves, parmi lesquels le conducteur du train.

L'ampleur du choc a sectionné les rails, défoncé l'un des quais et soufflé des vitres de la gare de Nangis située à proximité immédiate. Heureusement, un pompier qui se rendait à son travail et se trouvait

juste derrière le camion avait fait évacuer le quai dès qu'il avait constaté que le camion était bloqué sur la voie, juste avant la collision. Sans sa présence d'esprit, le nombre de blessés aurait pu être bien plus important.

Depuis 2010, plus de cent accidents ont eu lieu chaque année sur des passages à niveau, entraînant la mort d'une trentaine de personnes par an. Par la politique de restrictions budgétaires qu'elle impose depuis des années, la SNCF a sa part de responsabilité dans ce bilan désastreux.

En particulier, l'investissement qu'elle consacre à la suppression des passages à niveau dangereux n'est absolument pas à la hauteur des besoins.

Pour toute l'année 2015, la SNCF a prévu de démolir quinze passages à niveau dangereux. Il en restera encore 150, et bien d'autres, comme celui de Nangis, jugés non dangereux, mais pouvant devenir des pièges parfois mortels et méritant tout autant d'être supprimés.

Valérie Fontaine

Gares SNCF – Lyon : les suppressions de postes ne passent pas

Pour le troisième week-end d'affilée, les cheminots des gares lyonnaises de la Part-Dieu et de Perrache étaient appelés à la grève.

Début avril, treize suppressions de postes ont été imposées parmi les agents d'accueil sur les quais et dans la gare. C'est une dégradation de l'accueil des passagers et de leur sécurité. Et, pour les agents, les conditions de travail sont devenues impossibles. Ils peuvent se retrouver seulement quatre ou cinq à l'accueil dans la gare de la Part-Dieu, où transitent chaque jour près de 100 000 personnes, dont beaucoup courent après leur correspondance. Lors d'un retard de TGV, il peut y avoir mille voyageurs à accueillir et réorienter.

Vendredi 24 et samedi 25 avril, le mouvement de



Les cheminots lyonnais lors d'un précédent débrayage en juin 2014.

grève a repris. Une quarantaine de grévistes se sont rassemblés pour aller s'adresser aux autres agents et préparer la suite. Ils réclament des embauches, en particulier celles de leurs jeunes collègues en CDD ou en contrats d'avenir. Car, dans les gares, la SNCF multiplie les emplois précaires tout en sacrifiant

les conditions d'accueil des voyageurs. Et quand le PDG de la SNCF, Guillaume Pépy, parle de rendre les usagers plus autonomes, il se moque d'eux autant que des cheminots. Dans les gares lyonnaises, ces derniers ne renoncent pas à imposer les embauches indispensables.

Correspondant LO

Calais : les géants industriels menacent des centaines d'emplois

À Calais, ville ouvrière où tous les secteurs industriels depuis près de vingt ans ont été touchés par les fermetures d'usines, le monde du travail est à nouveau menacé.

Les 600 travailleurs ex-Seafrance de la scop Myferrylink risquent d'être les victimes de la guerre commerciale entre Euro-tunnel et les compagnies de ferries DFDS et P&O, qui n'ont plus l'autorisation d'accoster dans les ports anglais.

Les 400 salariés d'Alcatel-Submarine-Network connaissent une angoisse semblable. Leur usine est l'objet d'une lutte entre le groupe américain Nokia, qui veut racheter le site, et le gouvernement, qui souhaite qu'elle soit cédée à un groupe français.

Les 400 salariés de l'usine Schaeffler, qui fabrique des chaînes de transmission automobile, redoutent une délocalisation en Chine et ne peuvent avoir aucune confiance dans les dénégations de la direction de l'entreprise. Les ouvriers ont déjà connu dans le passé plusieurs vagues de licenciements.

Et ces salariés savent ce que valent les promesses des patrons : durant des années, ceux de Tioxide-Huntsman,

producteur de dioxyde de titane, n'ont cessé de tenir des propos rassurants puis, brutalement, ont décidé la fermeture d'une partie de l'usine. 169 des 269 salariés vont être licenciés, sans garantie pour les 100 restants. Tous les sous-traitants, dont

le travail dépend de ces entreprises, en particulier ceux de TFN à Tioxide, sont également incertains de leur avenir.

Au total, ce sont près de 2000 emplois mis en danger par la guerre économique que se livrent les groupes capitalistes.

Le député PS Yann Capet et la sénatrice-maire UMP Natacha Bouchard prétendent défendre les

emplois. Mais leur action consiste à accompagner les plans de suppression de ces emplois. La politique locale et nationale de leurs partis laisse en effet les mains libres aux patrons.

Quant au Front national, son discours aux allures contestataires n'apporte rien aux salariés, à part une division entre travailleurs, au bénéfice des patrons. Agiter le drapeau français

et brailler la Marseillaise comme il le fait pour la parade ne sert qu'à diviser les salariés, face à des groupes capitalistes de toutes nationalités, dont la patrie c'est le pognon.

Les débrayages et les grèves de ces derniers mois dans plusieurs des entreprises calaisiennes ont montré que les travailleurs ne veulent pas se laisser faire.

Correspondant LO

Fermeture de supermarchés Match : pas aux travailleurs de payer la note

Les travailleurs de onze supermarchés Match situés dans l'est de la France ont appris que leur magasin baissera définitivement le rideau le 15 juin. À la brutalité de l'annonce s'ajoute l'inquiétude de l'avenir. Elle a laissé les travailleurs dans le doute sur la possibilité d'un reclassement.

La direction de Match prétexte que les magasins en question sont déficitaires depuis des années. Et alors ? Ce n'est pas cela qui a empêché la famille Bouriez, propriétaire du groupe, de voir sa fortune, selon le magazine Challenges, s'accroître de 15 % en un an, pour atteindre 2,3 milliards

d'euros en 2014. Pourquoi les travailleurs de ses magasins implantés dans les centre-villes de Montbéliard, Colmar, Reims, Verdun, Vitry-le-François et six autres villes de l'est de la France devraient-ils accepter de perdre leur emploi pour que cette riche famille soit encore plus riche ?

Ces onze supermarchés, qui font partie d'une chaîne composée de 140 magasins répartis entre l'est et le nord de la France, appartiennent, avec 59 hypers Cora, à un même groupe de distribution, le groupe franco-belge Louis Delhaize, à la tête de 2 800 magasins

dans le monde. Le groupe est propriétaire également des jardineries Truffaut et de quatre autres enseignes. Et le groupe a fait alliance début 2015 en France, avec Carrefour, pour lui confier ses achats de produits

alimentaires et non-alimentaires, hors produits frais.

Puisque tout ce monde-là amasse collectivement des profits faramineux, personne ne doit se retrouver à la rue.

Philippe Logier



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Népal: victime d'un séisme et de la pauvreté

Comment ne pas être horrifiés, touchés par les milliers de morts, de blessés au Népal, dus à un tremblement de terre qui a dévasté toute la région autour de Katmandou.

Dans toute la ville la

population erre, ne pouvant rester même dans les maisons encore debout par crainte des répliques. Dans ce pays où la misère est endémique et où le gouvernement qualifié par des ONG de corrompu paraît dépassé

par les événements, les habitants cherchent désespérément de l'eau, qui de la nourriture.

Le Népal est un pays très pauvre de 28 millions d'habitants, déjà sous l'assistance humanitaire des ONG.

Et alors que toutes les grandes puissances ont à leur disposition nombre d'avions, de navires, d'hélicoptères, de drones pour faire la guerre aux quatre coins du globe, les secours n'arrivent qu'au compte-gouttes,

comme cela avait été le cas lors du tremblement de terre meurtrier à Haïti en 2010.

Oui, il y a quelque chose de pourri dans le fonctionnement de la société capitaliste.

Catherine Olivier

Sommet sur les migrants: l'hypocrisie criminelle des dirigeants européens

Faisant suite à l'émotion provoquée par la mort de 800 migrants lors du naufrage du 19 avril, les dirigeants européens se sont réunis d'urgence en sommet extraordinaire à Bruxelles.

Après une dérisoire minute de silence en hommage aux morts en Méditerranée, les gouvernements de l'Union européenne n'ont rien décidé qui puisse éviter que se renouvelle un tel tragique événement. Au contraire.

Les moyens alloués pour la surveillance et le sauvetage en mer seront triplés. Cela n'est qu'un retour à ce que consacrait déjà la seule Italie dans le cadre de la mission « Mare Nostrum », entre novembre 2013 et novembre 2014. Cette mission avait permis de sauver 144 000 migrants avant d'être stoppée sur décision de l'Union européenne, au prétexte qu'elle risquait, en rendant la traversée moins périlleuse, de créer un appel d'air pour les candidats à l'immigration. En clair, pour décourager les futurs migrants, il valait mieux laisser mourir ceux qui tentaient la traversée. C'est dire la responsabilité de ces dirigeants européens dans la mort de 3 419 migrants en 2014.

Même l'accueil des réfugiés, prévu par ce sommet, reste dérisoire. Il n'y aura aucune obligation d'accueil pour les pays européens. La France envisage par exemple de n'accueillir que 500 à 700 nouveaux réfugiés syriens en 2015, alors qu'elle est déjà un des pays européens qui en accueille le moins.

De plus, le sommet a envisagé d'utiliser des moyens militaires afin de saisir et de détruire les embarcations utilisées par les passeurs. Outre

les risques supplémentaires que de telles opérations feraient courir aux migrants, cela pourrait servir de prétexte à une nouvelle intervention militaire en Libye qui serait à coup sûr aussi désastreuse que celle voulue par Sarkozy.

Les dirigeants européens souhaiteraient que les côtes libyennes soient sécurisées pour empêcher les migrants d'entreprendre la traversée. Qu'ils meurent ensuite loin des frontières et des caméras, ce n'est pas leur problème. Politique non seulement criminelle, mais dérisoire. Aucun mur n'empêchera jamais des hommes fuyant la misère et la guerre de risquer leur vie dans l'espoir d'un havre de paix. Pour éviter que le massacre se perpétue, il suffirait de légaliser cette immigration. 219 000 personnes ont traversé la Méditerranée en 2014. Les accueillir dans une Europe de 500 millions d'habitants ne poserait pas de problème.

« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde » reprennent en boucle les politiciens européens. L'Europe impérialiste est en partie responsable de cette « misère du monde ». Permettre à ceux qui la fuient de vivre décemment ne serait que la plus élémentaire des justes. Et ce ne serait pas la catastrophe annoncée. Des migrations tout aussi importantes, voire plus, se sont produites dans le passé. Et loin d'être porteuses de difficultés, elles ont été un des facteurs de développement des pays d'accueil.

Jacques Le Gall

Qui sont les vrais responsables ?

La presse et les gouvernements européens, à commencer par le gouvernement français, rendent les passeurs principaux responsables des drames survenus en Méditerranée.

Parmi ces passeurs, certains sont des pêcheurs qui profitent des migrants pour arrondir les fins de mois en utilisant leur bateau. D'autres sont des mafias criminelles, prêtes à couler leur navire avec ses passagers pour éviter l'arrestation,

ou encore des islamistes ou prétendus tels qui, sous prétexte de religion, rançonnent les migrants supposés chrétiens et égorgent ceux qui ne veulent pas payer. À des degrés divers tous contribuent à rendre le sort des migrants plus périlleux pour ne pas dire mortel.

Mais ils ne pourraient le faire si des millions de personnes ne fuyaient des zones de guerre devenues invivables, en Syrie, en Irak, en Libye, au Nigeria ou en Érythrée.

Les grandes puissances, à commencer par la France, ont largement contribué à alimenter le chaos dans ces pays. Elles sont parmi les principales responsables de la situation, que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants désespérés cherchent à fuir, en tentant une migration qui devient de plus en plus une tragique roulette russe où les chances d'en réchapper s'amenuisent.

J.L.G.

Des migrants réduits à camper en plein Paris

Entre Barbès et La Chapelle, sous le métro aérien de Paris, ont échoué des centaines de migrants. Regroupés au milieu du vacarme des trains et de la circulation du boulevard, ne possédant que quelques tentes et des sacs de couchage étalés sur des cartons en guise d'abris, ils tentent de survivre dans l'espoir ne serait-ce que de déposer une demande d'asile.

La plupart viennent de la Corne de l'Afrique, ayant fui l'extrême misère et la terreur qu'y font régner des bandes armées au Darfour ou en

Érythrée. Éleveurs ruinés, anciens étudiants à Khartoum, ils sont parvenus jusqu'ici en franchissant toutes les étapes d'un calvaire dont chacun témoigne. Livrés aux extorsions des trafiquants pour traverser le Sahara, chassés de Libye par la guerre civile, ils ont traversé la Méditerranée entassés dans des épaves, taraudés par la peur de mourir noyés, abandonnés en plein mer par les passeurs.

Ayant franchi les barbelés de la forteresse européenne, ils sont réduits à survivre comme

ils peuvent dans l'attente de trouver un passage vers l'Angleterre. Ils témoignent de l'abandon dans lesquels ils se trouvent: « *Même les animaux ne sont pas traités comme ça* ». Seules des associations humanitaires et des habitants du quartier leur viennent en aide, apportant de la nourriture et quelques produits d'hygiène de base. Rien n'est encore venu de la part des autorités, dont l'espoir est que les migrants s'en aillent au plus vite.

Mais où pourraient-ils aller ?

Gilles Boti

Quand l'Europe accueillait des migrants

Difficile d'imaginer qu'il y a de cela seulement 36 ans la France et l'Allemagne décidaient d'accueillir des dizaines de milliers de Cambodgiens. Il s'agissait alors de sauver les réfugiés vietnamiens et cambodgiens qui, par centaines de milliers, fuyaient leur pays depuis 1978 en s'embarquant sur des bateaux de fortune. Transformés

en boat people, ils erraient sans savoir où aller dans le golfe de Siam. La communauté internationale finit par bouger et, le 25 juillet 1979, une conférence réunit à Genève les représentants de 46 États concernés par le problème des réfugiés. Pour dissuader les départs clandestins et favoriser les regroupements familiaux, de

nouvelles voies d'accès à l'Occident, moins dangereuses, furent ouvertes aux Vietnamiens.

À la fin 1992, 380 000 auront ainsi pu quitter leur pays par voie aérienne pour l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Australie. La France, elle, a accueilli au total 130 000 réfugiés de l'ex-Indochine, dont 50 000 Cambodgiens.

N.S.